MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

CONTRAT D'OBJECTIFS 2016-2017 ENTRE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE ET L'ASSOCIATION WINDSURF MARSEILLE

Entre les soussignés :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est situé 58 boulevard Charles Livon - 13007 Marseille, SIRET : 200 054 807 00017, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Claude Gaudin;

Ci-après dénommée « la Métropole Aix-Marseille-Provence »

D'une part,

L'Association Windsurf Marseille, dont le siège est situé 62 Traverse de la Salette 13012 Marseille

SIRET :

Représentée par son Président, Monsieur Frédéric MARCHETTI, habilité à signer le présent contrat,

Ci-après dénommée « l'Association »

D'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'occasion de l'évènement Marseille Provence Capitale Européenne du Sport, tout au long de l'année 2017 a décidé de soutenir un certain nombre d'associations dont les projets répondent aux valeurs du sport pour tous, que le territoire souhaite promouvoir.

C'est dans ce cadre qu'un contrat d'objectifs est proposé à l'association Windsurf Marseille, qui participera ainsi à cet évènement d'importance et au développement de la pratique sportive sur tout le territoire.

L'association a un projet qui s'articule autour de la planche à voile.

L'objectif de l'association Windsurf Marseille et son activité s'intègrent parfaitement à l'esprit de la manifestation Marseille Provence Capitale Européenne du Sport.

L'association sollicite en conséquence l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer le projet en lien avec cet évènement.

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT D'OBJECTIFS

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à soutenir financièrement l'association Windsurf Marseille sous la forme de l'octroi d'une subvention dans le cadre de son projet participant à la conduite de diverses actions retenues afin de faire vivre le label Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport.

ARTICLE 2: DUREE

Ce contrat est conclu au titre de l'année 2016.
Il prendra effet à compter de la date de signature.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Pour la période couvrant la manifestation (2016-2017), l'aide financière au titre du présent contrat d'objectifs s'élève à 20 000 € (vingt mille euros) au titre de la subvention de fonctionnement.

ARTICLE 4 : OBJECTIFS ET ACTIONS A REALISER

L'association s'engage à réaliser des activités relevant des objectifs définis en préambule, en cohérence avec les orientations de politique publique, et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution afin de garantir une animation sportive de qualité.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS

L'association s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet et à l'affectation définie préalablement.

L'association s'engage à mentionner le concours financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport, par tout moyen approprié (logotype sur des publications ...)

Le partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de cette manifestation devra être mentionné dans les articles de presse présentant les soutiens au club.

Pour plus de lisibilité, un rapport faisant état des supports de communication sur lesquels apparaissent le logo de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le label, sera adressé au service communication de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'association s'engage à mettre à la disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence, si elle en fait la demande, des invitations pour les différentes compétitions auquel les équipes du club participent.

Chacune des parties s'engagera à communiquer aussi souvent que possible ou nécessaire sur l'action partenariale engagée.

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT

La subvention sera créditée en une seule fois au compte de l'association, après signature de la présente convention. Le versement sera effectué sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles suivants.

Le compte de l'association est le suivant :

Bénéficiaire :

Code Banque :

Code guichet :

N° de compte :

Clé RIB :

Domiciliation :

ARTICLE 7: REDDITION DES COMPTES, CONTROLE FINANCIER

L'association, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), devra :

- formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 15 décembre de l'année précédant l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel et d'un premier projet de bilan financier à transmettre en mars de l'année de l'exercice considéré;

- conformément à l'art. 10 al. 4 de la loi n°2000 - 321 du 12 avril 2000, fournir chaque année le compte rendu financier de l'emploi de la subvention signé par le Président ou toute personne habilitée, et ce dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée ;

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice. Conformément à l'art. L. 2313-1 CGCT issu de la loi n°92-125 du 6 février 1992, si les subventions annuelles sont supérieures à soixante-quinze mille euros (75 000 €), ou représentent plus de 50% du budget total de l'association, le Président de l'association s'engage à certifier la conformité des comptes annuels transmis à la collectivité.

- communiquer à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le rapport d'activités de l'année écoulée, les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du conseil d'administration et du bureau de l'association avant le 1^{er} mai de l'exercice considéré.

Conformément à l'art. 612-4 du Code du commerce issu de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifiée par la loi du n°2003-706 du 1^{er} août 2003, pour un montant supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 euros) de subventions publiques, l'association :

- doit établir chaque année le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes.

Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles, comprenant le bilan comptable de l'année écoulée.

A compter du 1^{er} janvier 2006, en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005 et du décret 2009-540 du 14 mai 2009, les associations ayant reçu annuellement un total de subventions ou de dons excédant la somme de 153 000 euros, ont l'obligation d'organiser la publicité de ces documents : comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes. Elles doivent les transmettre, via internet, à la Direction des Journaux Officiels dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

ARTICLE 8: MODIFICATION

Toute modification du présent contrat devra faire l'objet d'un avenant adopté dans les mêmes conditions que le contrat initial.

ARTICLE 9: RESILIATION, CADUCITE ET RECUPERATION DES TROP PERÇUS

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

Le présent contrat sera caduque de plein droit en cas de dissolution/liquidation de l'association, ou si l'association ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence précitée.

Dans le cas où la contribution financière excède le coût de la mise en œuvre, le reversement de la différence interviendrait de droit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'une ou l'autre des hypothèses précitées, la liquidation des sommes dues sera faite en tenant compte des actions déjà réalisées et de la valeur des documents établis.

ARTICLE 10: LITIGES

En cas de litige concernant l'application ou l'interprétation du présent contrat, les parties s'engagent, avant tout recours contentieux, à se rencontrer afin de trouver une solution

amiable.

En cas de désaccord, tout litige survenant à propos de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat sera soumis au tribunal administratif compétent.

ARTICLE 11: INTUITU PERSONAE

Le présent contrat étant conclu « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12: DIVERS

Le présent contrat d'objectifs, comprenant 12 articles, est établi en 4 exemplaires originaux destinés à chacune des parties.

Fait à _____ ,
Le _____

En quatre exemplaires originaux

Pour l'Association Windsurf Marseille
Le Président,
Monsieur Frédéric MARCHETTI

**Pour la Métropole Aix-Marseille-
Provence**

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

CONTRAT D'OBJECTIFS 2016-2017 ENTRE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE ET L'ASSOCIATION VENELLES JUDO

Entre les soussignés :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est situé 58 boulevard Charles Livon - 13007 Marseille, SIRET : 200 054 807 00017, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Claude Gaudin;

Ci-après dénommée « la Métropole Aix-Marseille-Provence »

D'une part,

L'Association VENELLES JUDO, dont le siège est situé 24 avenue Des Ribas, 13770 VENELLES,
SIRET :
Représentée par son Président, Monsieur Jean-Louis GARCIA, habilité à signer le présent contrat,

Ci-après dénommée « l'Association »

D'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'occasion de l'évènement Marseille Provence Capitale Européenne du Sport, tout au long de l'année 2017 a décidé de soutenir un certain nombre d'associations dont les projets répondent aux valeurs du sport pour tous, que le territoire souhaite promouvoir.

C'est dans ce cadre qu'un contrat d'objectifs est proposé à l'association VENELLES JUDO, qui participera ainsi à cet évènement d'importance et au développement de la pratique sportive sur tout le territoire.

L'association a un projet qui s'articule autour du JUDO.

L'objectif de l'association VENELLES JUDO, et son activité s'intègrent parfaitement à l'esprit de la manifestation Marseille Provence Capitale Européenne du Sport.

L'association sollicite en conséquence l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer le projet en lien avec cet évènement.

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT D'OBJECTIFS

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à soutenir financièrement l'association VENELLES JUDO sous la forme de l'octroi d'une subvention dans le cadre de son projet participant à la conduite de diverses actions retenues afin de faire vivre le label Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport.

ARTICLE 2: DUREE

Ce contrat est conclu au titre de l'année 2016.
Il prendra effet à compter de la date de signature.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Pour la période couvrant la manifestation (2016-2017), l'aide financière au titre du présent contrat d'objectifs s'élève à 4 000 € (quatre mille euros) au titre de la subvention de fonctionnement.

ARTICLE 4 : OBJECTIFS ET ACTIONS A REALISER

L'association s'engage à réaliser des activités relevant des objectifs définis en préambule, en cohérence avec les orientations de politique publique, et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution afin de garantir une animation sportive de qualité.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS

L'association s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet et à l'affectation définie préalablement.

L'association s'engage à mentionner le concours financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport, par tout moyen approprié (logotype sur des publications ...)

Le partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de cette manifestation devra être mentionné dans les articles de presse présentant les soutiens au club.

Pour plus de lisibilité, un rapport faisant état des supports de communication sur lesquels apparaissent le logo de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le label, sera adressé au service communication de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'association s'engage à mettre à la disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence, si elle en fait la demande, des invitations pour les différentes compétitions auquel les équipes du club participent.

Chacune des parties s'engagera à communiquer aussi souvent que possible ou nécessaire sur l'action partenariale engagée.

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT

La subvention sera créditée en une seule fois au compte de l'association, après signature de la présente convention. Le versement sera effectué sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles suivants.

Le compte de l'association est le suivant :

Bénéficiaire :

Code Banque :

Code guichet :

N° de compte :

Clé RIB :

Domiciliation :

ARTICLE 7: REDDITION DES COMPTES, CONTROLE FINANCIER

L'association, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), devra :

- formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 15 décembre de l'année précédant l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel et d'un premier projet de bilan financier à transmettre en mars de l'année de l'exercice considéré;

- conformément à l'art. 10 al. 4 de la loi n°2000 - 321 du 12 avril 2000, fournir chaque année le compte rendu financier de l'emploi de la subvention signé par le Président ou toute personne habilitée, et ce dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée ;

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice. Conformément à l'art. L. 2313-1 CGCT issu de la loi n°92-125 du 6 février 1992, si les subventions annuelles sont supérieures à soixante-quinze mille euros (75 000 €), ou représentent plus de 50% du budget total de l'association, le Président de l'association s'engage à certifier la conformité des comptes annuels transmis à la collectivité.

- communiquer à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le rapport d'activités de l'année écoulée, les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du conseil d'administration et du bureau de l'association avant le 1^{er} mai de l'exercice considéré.

Conformément à l'art. 612-4 du Code de commerce issu de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifiée par la loi du n°2003-706 du 1^{er} août 2003, pour un montant supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 euros) de subventions publiques, l'association :

- doit établir chaque année le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes.

Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles, comprenant le bilan comptable de l'année écoulée.

A compter du 1^{er} janvier 2006, en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005 et du décret 2009-540 du 14 mai 2009, les associations ayant reçu annuellement un total de subventions ou de dons excédant la somme de 153 000 euros, ont l'obligation d'organiser la publicité de ces documents : comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes. Elles doivent les transmettre, via internet, à la Direction des Journaux Officiels dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

ARTICLE 8: MODIFICATION

Toute modification du présent contrat devra faire l'objet d'un avenant adopté dans les mêmes conditions que le contrat initial.

ARTICLE 9: RESILIATION, CADUCITE ET RECUPERATION DES TROP PERÇUS

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

Le présent contrat sera caduque de plein droit en cas de dissolution/liquidation de l'association, ou si l'association ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence précitée.

Dans le cas où la contribution financière excède le coût de la mise en œuvre, le reversement de la différence interviendrait de droit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'une ou l'autre des hypothèses précitées, la liquidation des sommes dues sera faite en tenant compte des actions déjà réalisées et de la valeur des documents établis.

ARTICLE 10: LITIGES

En cas de litige concernant l'application ou l'interprétation du présent contrat, les parties s'engagent, avant tout recours contentieux, à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

En cas de désaccord, tout litige survenant à propos de l'interprétation ou de l'exécution du

présent contrat sera soumis au tribunal administratif compétent.

ARTICLE 11: INTUITU PERSONAE

Le présent contrat étant conclu « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12: DIVERS

Le présent contrat d'objectifs, comprenant 12 articles, est établi en 4 exemplaires originaux destinés à chacune des parties.

Fait à _____ ,
Le _____

En quatre exemplaires originaux

Pour l'**Association VENELLES JUDO**
Le .Président,
Jean-Louis GARCIA

Pour la **Métropole Aix-Marseille-
Provence**

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

CONTRAT D'OBJECTIFS 2016-2017 ENTRE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE ET L'ASSOCIATION UFOLEP

Entre les soussignés :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est situé 58 boulevard Charles Livon - 13007 Marseille, SIRET : 200 054 807 00017, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Claude Gaudin;

Ci-après dénommée « la Métropole Aix-Marseille-Provence »

D'une part,

L'Association UFOLEP, dont le siège est situé 58 rue Cavaignac 13003 Marseille
SIRET :
Représentée par son Président, Monsieur Jean-Louis BORGNI, habilité à signer le présent contrat,

Ci-après dénommée « l'Association »

D'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'occasion de l'évènement Marseille Provence Capitale Européenne du Sport, tout au long de l'année 2017 a décidé de soutenir un certain nombre d'associations dont les projets répondent aux valeurs du sport pour tous, que le territoire souhaite promouvoir.

C'est dans ce cadre qu'un contrat d'objectifs est proposé à l'association UFOLEP, qui participera ainsi à cet évènement d'importance et au développement de la pratique sportive sur tout le territoire.

L'association a un projet qui s'articule autour du marathon des arts et des sports urbains.

L'objectif de l'association UFOLEP, et son activité s'intègrent parfaitement à l'esprit de la manifestation Marseille Provence Capitale Européenne du Sport.

L'association sollicite en conséquence l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer le projet en lien avec cet évènement.

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT D'OBJECTIFS

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à soutenir financièrement l'association UFOLEP sous la forme de l'octroi d'une subvention dans le cadre de son projet participant à la conduite de diverses actions retenues afin de faire vivre le label Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport.

ARTICLE 2: DUREE

Ce contrat est conclu au titre de l'année 2016.
Il prendra effet à compter de la date de signature.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Pour la période couvrant la manifestation (2016-2017), l'aide financière au titre du présent contrat d'objectifs s'élève à 20 000 € (vingt mille euros) au titre de la subvention de fonctionnement.

ARTICLE 4 : OBJECTIFS ET ACTIONS A REALISER

L'association s'engage à réaliser des activités relevant des objectifs définis en préambule, en cohérence avec les orientations de politique publique, et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution afin de garantir une animation sportive de qualité.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS

L'association s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet et à l'affectation définie préalablement.

L'association s'engage à mentionner le concours financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport, par tout moyen approprié (logotype sur des publications ...)

Le partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de cette manifestation devra être mentionné dans les articles de presse présentant les soutiens au club.

Pour plus de lisibilité, un rapport faisant état des supports de communication sur lesquels apparaissent le logo de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le label, sera adressé au service communication de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'association s'engage à mettre à la disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence, si elle en fait la demande, des invitations pour les différentes compétitions auquel les équipes du club participent.

Chacune des parties s'engagera à communiquer aussi souvent que possible ou nécessaire sur l'action partenariale engagée.

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT

La subvention sera créditée en une seule fois au compte de l'association, après signature de la présente convention. Le versement sera effectué sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles suivants.

Le compte de l'association est le suivant :

Bénéficiaire :

Code Banque :

Code guichet :

N° de compte :

Clé RIB :

Domiciliation :

ARTICLE 7: REDDITION DES COMPTES, CONTROLE FINANCIER

L'association, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), devra :

- formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 15 décembre de l'année précédant l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel et d'un premier projet de bilan financier à transmettre en mars de l'année de l'exercice considéré;

- conformément à l'art. 10 al. 4 de la loi n°2000 - 321 du 12 avril 2000, fournir chaque année le compte rendu financier de l'emploi de la subvention signé par le Président ou toute personne habilitée, et ce dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée ;

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice. Conformément à l'art. L. 2313-1 CGCT issu de la loi n°92-125 du 6 février 1992, si les subventions annuelles sont supérieures à soixante-quinze mille euros (75 000 €), ou représentent plus de 50% du budget total de l'association, le Président de l'association s'engage à certifier la conformité des comptes annuels transmis à la collectivité.

- communiquer à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le rapport d'activités de l'année écoulée, les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du conseil d'administration et du bureau de l'association avant le 1^{er} mai de l'exercice considéré.

Conformément à l'art. 612-4 du Code de commerce issu de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifiée par la loi du n°2003-706 du 1^{er} août 2003, pour un montant supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 euros) de subventions publiques, l'association :

- doit établir chaque année le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes.

Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles, comprenant le bilan comptable de l'année écoulée.

A compter du 1^{er} janvier 2006, en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005 et du décret 2009-540 du 14 mai 2009, les associations ayant reçu annuellement un total de subventions ou de dons excédant la somme de 153 000 euros, ont l'obligation d'organiser la publicité de ces documents : comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes. Elles doivent les transmettre, via internet, à la Direction des Journaux Officiels dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

ARTICLE 8: MODIFICATION

Toute modification du présent contrat devra faire l'objet d'un avenant adopté dans les mêmes conditions que le contrat initial.

ARTICLE 9: RESILIATION, CADUCITE ET RECUPERATION DES TROP PERÇUS

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

Le présent contrat sera caduque de plein droit en cas de dissolution/liquidation de l'association, ou si l'association ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence précitée.

Dans le cas où la contribution financière excède le coût de la mise en œuvre, le reversement de la différence interviendrait de droit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'une ou l'autre des hypothèses précitées, la liquidation des sommes dues sera faite en tenant compte des actions déjà réalisées et de la valeur des documents établis.

ARTICLE 10: LITIGES

En cas de litige concernant l'application ou l'interprétation du présent contrat, les parties s'engagent, avant tout recours contentieux, à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

En cas de désaccord, tout litige survenant à propos de l'interprétation ou de l'exécution du

présent contrat sera soumis au tribunal administratif compétent.

ARTICLE 11: INTUITU PERSONAE

Le présent contrat étant conclu « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12: DIVERS

Le présent contrat d'objectifs, comprenant 12 articles, est établi en 4 exemplaires originaux destinés à chacune des parties.

Fait à _____ ,
Le _____

En quatre exemplaires originaux

Pour l'Association UFOLEP...
Le .Président,
Jean-Louis BORGNI

**Pour la Métropole Aix-Marseille-
Provence**

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

CONTRAT D'OBJECTIFS 2016-2017 ENTRE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE ET LA SOCIETE NAUTIQUE DE MARSEILLE

Entre les soussignés :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est situé 58 boulevard Charles Livon - 13007 Marseille, SIRET : 200 054 807 00017, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Claude Gaudin;

Ci-après dénommée « la Métropole Aix-Marseille-Provence »

D'une part,

La Société Nautique de Marseille, dont le siège est situé Pavillon flottant, quai de Rive Neuve 13007 MARSEILLE

SIRET :

Représentée par son Président, Monsieur Raymond LAMBERTI, habilité à signer le présent contrat,

Ci-après dénommée «la SNM»

D'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'occasion de l'évènement Marseille Provence Capitale Européenne du Sport, tout au long de l'année 2017 a décidé de soutenir un certain nombre d'associations dont les projets répondent aux valeurs du sport pour tous, que le territoire souhaite promouvoir.

C'est dans ce cadre qu'un contrat d'objectifs est proposé à la Société Nautique de Marseille, qui participera ainsi à cet évènement d'importance et au développement de la pratique sportive sur tout le territoire.

La Société Nautique de Marseille a un projet qui s'articule autour de la calanque classique.

L'objectif de la Société Nautique de Marseille et son activité s'intègrent parfaitement à l'esprit de la manifestation Marseille Provence Capitale Européenne du Sport.

La SNM sollicite en conséquence l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer le projet en lien avec cet évènement.

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT D'OBJECTIFS

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à soutenir financièrement la SNM sous la forme de l'octroi d'une subvention dans le cadre de son projet participant à la conduite de diverses actions retenues afin de faire vivre le label Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport.

ARTICLE 2: DUREE

Ce contrat est conclu au titre de l'année 2016.
Il prendra effet à compter de la date de signature.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Pour la période couvrant la manifestation (2016-2017), l'aide financière au titre du présent contrat d'objectifs s'élève à 10 000 € (dix mille euros) au titre de la subvention de fonctionnement.

ARTICLE 4 : OBJECTIFS ET ACTIONS A REALISER

La SNM s'engage à réaliser des activités relevant des objectifs définis en préambule, en cohérence avec les orientations de politique publique, et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution afin de garantir une animation sportive de qualité.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS

La SNM s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet et à l'affectation définie préalablement.

La SNM s'engage à mentionner le concours financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport, par tout moyen approprié (logotype sur des publications ...)

Le partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de cette manifestation devra être mentionné dans les articles de presse présentant les soutiens au club.

Pour plus de lisibilité un rapport faisant état des supports de communication sur lesquels apparaissent le logo Métropole Aix-Marseille-Provence et le label, sera adressé au service communication de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La SNM s'engage à mettre à la disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence, si elle en fait la demande, des invitations pour les différentes compétitions auquel les équipes du club participent.

Chacune des parties s'engagera à communiquer aussi souvent que possible ou nécessaire sur l'action partenariale engagée.

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT

La subvention sera créditée en une seule fois au compte de l'association, après signature de la présente convention. Le versement sera effectué sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles suivants.

Le compte de l'association est le suivant :

Bénéficiaire :

Code Banque :

Code guichet :

N° de compte :

Clé RIB :

Domiciliation :

ARTICLE 7: REDDITION DES COMPTES, CONTROLE FINANCIER

La SNM, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), devra :

- formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 15 décembre de l'année précédant l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel et d'un premier projet de bilan financier à transmettre en mars de l'année de l'exercice considéré;

- conformément à l'art. 10 al. 4 de la loi n°2000 - 321 du 12 avril 2000, fournir chaque année le compte rendu financier de l'emploi de la subvention signé par le Président ou toute personne habilitée, et ce dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée ;

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice. Conformément à l'art. L. 2313-1 CGCT issu de la loi n°92-125 du 6 février 1992, si les subventions annuelles sont supérieures à soixante-quinze mille euros (75 000 €), ou représentent plus de 50% du budget total de l'association, le Président de l'association s'engage à certifier la conformité des comptes annuels transmis à la collectivité.

- communiquer à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le rapport d'activités de l'année écoulée, les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du conseil d'administration et du bureau de l'association avant le 1^{er} mai de l'exercice considéré.

Conformément à l'art. 612-4 du Code du commerce issu de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifiée par la loi du n°2003-706 du 1^{er} août 2003, pour un montant supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 euros) de subventions publiques, la Société Nautique de Marseille :

- doit établir chaque année le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes.

Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles, comprenant le bilan comptable de l'année écoulée.

A compter du 1^{er} janvier 2006, en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005 et du décret 2009-540 du 14 mai 2009, les associations ayant reçu annuellement un total de subventions ou de dons excédant la somme de 153 000 euros, ont l'obligation d'organiser la publicité de ces documents : comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes. Elles doivent les transmettre, via internet, à la Direction des Journaux Officiels dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

ARTICLE 8: MODIFICATION

Toute modification du présent contrat devra faire l'objet d'un avenant adopté dans les mêmes conditions que le contrat initial.

ARTICLE 9: RESILIATION, CADUCITE ET RECUPERATION DES TROP PERÇUS

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

Le présent contrat sera caduque de plein droit en cas de dissolution/liquidation de l'association, ou si l'association ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence précitée.

Dans le cas où la contribution financière excède le coût de la mise en œuvre, le reversement de la différence interviendrait de droit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'une ou l'autre des hypothèses précitées, la liquidation des sommes dues sera faite en tenant compte des actions déjà réalisées et de la valeur des documents établis.

ARTICLE 10: LITIGES

En cas de litige concernant l'application ou l'interprétation du présent contrat, les parties s'engagent, avant tout recours contentieux, à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

En cas de désaccord, tout litige survenant à propos de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat sera soumis au tribunal administratif compétent.

ARTICLE 11: INTUITU PERSONAE

Le présent contrat étant conclu « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12: DIVERS

Le présent contrat d'objectifs, comprenant 12 articles, est établi en 4 exemplaires originaux destinés à chacune des parties.

Fait à _____ ,
Le _____

En quatre exemplaires originaux

Pour la **Fédération française de
natation,**
.....Le ..Président

Pour la **Métropole Aix-Marseille-
Provence**

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

CONTRAT D'OBJECTIFS 2016-2017 ENTRE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE ET L'ASSOCIATION SCO SAINTE-MARGUERITE

Entre les soussignés :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est situé 58 boulevard Charles Livon - 13007 Marseille, SIRET : 200 054 807 00017, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Claude Gaudin;

Ci-après dénommée « la Métropole Aix-Marseille-Provence »

D'une part,

L'Association SCO STE-MARGUERITE, dont le siège est situé 1 boulevard de la Pugette, 13009 MARSEILLE

SIRET :

Représentée par son Président, Monsieur Claude RAVEL, habilité à signer le présent contrat,

Ci-après dénommée « l'Association »

D'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

PREAMBULE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'occasion de l'évènement Marseille Provence Capitale Européenne du Sport, tout au long de l'année 2017 a décidé de soutenir un certain nombre d'associations dont les projets répondent aux valeurs du sport pour tous, que le territoire souhaite promouvoir.

C'est dans ce cadre qu'un contrat d'objectifs est proposé à l'association SCO STE-MARGUERITE, qui participera ainsi à cet évènement d'importance et au développement de la pratique sportive sur tout le territoire.

L'association a un projet qui s'articule autour du sport et de la course à pied.

L'objectif de l'association SCO STE-MARGUERITE et son activité s'intègrent parfaitement à l'esprit de la manifestation Marseille Provence Capitale Européenne du Sport.

L'association sollicite en conséquence l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer le projet en lien avec cet évènement.

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT D'OBJECTIFS

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à soutenir financièrement l'association SCO STE-MARGUERITE sous la forme de l'octroi d'une subvention dans le cadre de son projet participant à la conduite de diverses actions retenues afin de faire vivre le label Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport.

ARTICLE 2: DUREE

Ce contrat est conclu au titre de l'année 2016.
Il prendra effet à compter de la date de signature.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Pour la période couvrant la manifestation (2016-2017), l'aide financière au titre du présent contrat d'objectifs s'élève à 50 000 € (cinquante mille euros) au titre de la subvention de fonctionnement.

ARTICLE 4 : OBJECTIFS ET ACTIONS A REALISER

L'association s'engage à réaliser des activités relevant des objectifs définis en préambule, en cohérence avec les orientations de politique publique, et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution afin de garantir une animation sportive de qualité.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS

L'association s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet et à l'affectation définie préalablement.

L'association s'engage à mentionner le concours financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport, par tout moyen approprié (logotype sur des publications ...)

Le partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de cette manifestation devra être mentionné dans les articles de presse présentant les soutiens au club.

Pour plus de lisibilité, un rapport faisant état des supports de communication sur lesquels apparaissent le logo de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le label, sera adressé au service communication de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'association s'engage à mettre à la disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence, si elle en fait la demande, des invitations pour les différentes compétitions auquel les équipes du club participent.

Chacune des parties s'engagera à communiquer aussi souvent que possible ou nécessaire sur l'action partenariale engagée.

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT

La subvention sera créditée en une seule fois au compte de l'association, après signature de la présente convention. Le versement sera effectué sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles suivants.

Le compte de l'association est le suivant :

Bénéficiaire :

Code Banque :

Code guichet :

N° de compte :

Clé RIB :

Domiciliation :

ARTICLE 7: REDDITION DES COMPTES, CONTROLE FINANCIER

L'association, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), devra :

- formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 15 décembre de l'année précédant l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel et d'un premier projet de bilan financier à transmettre en mars de l'année de l'exercice considéré;

- conformément à l'art. 10 al. 4 de la loi n°2000 - 321 du 12 avril 2000, fournir chaque année le compte rendu financier de l'emploi de la subvention signé par le Président ou toute personne habilitée, et ce dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée ;

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice. Conformément à l'art. L. 2313-1 CGCT issu de la loi n°92-125 du 6 février 1992, si les subventions annuelles sont supérieures à soixante-quinze mille euros (75 000 €), ou représentent plus de 50% du budget total de l'association, le Président de l'association s'engage à certifier la conformité des comptes annuels transmis à la collectivité.

- communiquer à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le rapport d'activités de l'année écoulée, les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du conseil d'administration et du bureau de l'association avant le 1^{er} mai de l'exercice considéré.

Conformément à l'art. 612-4 du Code de commerce issu de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifiée par la loi du n°2003-706 du 1^{er} août 2003, pour un montant supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 euros) de subventions publiques, l'association :

- doit établir chaque année le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes.

Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles, comprenant le bilan comptable de l'année écoulée.

A compter du 1^{er} janvier 2006, en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005 et du décret 2009-540 du 14 mai 2009, les associations ayant reçu annuellement un total de subventions ou de dons excédant la somme de 153 000 euros, ont l'obligation d'organiser la publicité de ces documents : comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes. Elles doivent les transmettre, via internet, à la Direction des Journaux Officiels dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

ARTICLE 8: MODIFICATION

Toute modification du présent contrat devra faire l'objet d'un avenant adopté dans les mêmes conditions que le contrat initial.

ARTICLE 9: RESILIATION, CADUCITE ET RECUPERATION DES TROP PERÇUS

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

Le présent contrat sera caduque de plein droit en cas de dissolution/liquidation de l'association, ou si l'association ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence précitée.

Dans le cas où la contribution financière excède le coût de la mise en œuvre, le reversement de la différence interviendrait de droit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'une ou l'autre des hypothèses précitées, la liquidation des sommes dues sera faite en tenant compte des actions déjà réalisées et de la valeur des documents établis.

ARTICLE 10: LITIGES

En cas de litige concernant l'application ou l'interprétation du présent contrat, les parties s'engagent, avant tout recours contentieux, à se rencontrer afin de trouver une solution

amiable.

En cas de désaccord, tout litige survenant à propos de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat sera soumis au tribunal administratif compétent.

ARTICLE 11: INTUITU PERSONAE

Le présent contrat étant conclu « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12: DIVERS

Le présent contrat d'objectifs, comprenant 12 articles, est établi en 4 exemplaires originaux destinés à chacune des parties.

Fait à _____ ,
Le _____

En quatre exemplaires originaux

**Pour l'Association SCO STE
MARGUERITE**
Le .Président

**Pour la Métropole Aix-Marseille-
Provence**

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

CONTRAT D'OBJECTIFS 2016-2017 ENTRE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE ET L'ASSOCIATION PROVENCE SPORT et LIFESTYLE

Entre les soussignés :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est situé 58 boulevard Charles Livon - 13007 Marseille, SIRET : 200 054 807 00017, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Claude Gaudin;

Ci-après dénommée « la Métropole Aix-Marseille-Provence »

D'une part,

L'Association PROVENCE SPORT et LIFESTYLE, dont le siège est situé au Stade Vélodrome, 3 bd Michelet - 13008 Marseille

SIRET :

Représentée par son Président, Monsieur Pierre DISTINGUIN, habilité à signer le présent contrat,

Ci-après dénommée « l'Association »

D'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'occasion de l'évènement Marseille Provence Capitale Européenne du Sport, tout au long de l'année 2017 a décidé de soutenir un certain nombre d'associations dont les projets répondent aux valeurs du sport pour tous, que le territoire souhaite promouvoir.

C'est dans ce cadre qu'un contrat d'objectifs est proposé à l'association PROVENCE SPORT et LIFESTYLE, qui participera ainsi à cet évènement d'importance et au développement de la pratique sportive sur tout le territoire.

L'association a un projet qui s'articule autour des trophées de l'entreprise et du bien-être.

L'objectif de l'association PROVENCE SPORT et LIFESTYLE et son activité s'intègrent parfaitement à l'esprit de la manifestation Marseille Provence Capitale Européenne du Sport.

L'association sollicite en conséquence l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer le projet en lien avec cet évènement.

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT D'OBJECTIFS

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à soutenir financièrement l'association ACCES sous la forme de l'octroi d'une subvention dans le cadre de son projet participant à la conduite de diverses actions retenues afin de faire vivre le label Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport.

ARTICLE 2: DUREE

Ce contrat est conclu au titre de l'année 2016.
Il prendra effet à compter de la date de signature.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Pour la période couvrant la manifestation (2016-2017), l'aide financière au titre du présent contrat d'objectifs s'élève à 5 000 € (cinq mille euros) au titre de la subvention de fonctionnement.

ARTICLE 4 : OBJECTIFS ET ACTIONS A REALISER

L'association s'engage à réaliser des activités relevant des objectifs définis en préambule, en cohérence avec les orientations de politique publique, et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution afin de garantir une animation sportive de qualité.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS

L'association s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet et à l'affectation définie préalablement.

L'association s'engage à mentionner le concours financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport, par tout moyen approprié (logotype sur des publications ...)

Le partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de cette manifestation devra être mentionné dans les articles de presse présentant les soutiens au club.

Pour plus de lisibilité, un rapport faisant état des supports de communication sur lesquels apparaissent le logo de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le label, sera adressé au service communication de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'association s'engage à mettre à la disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence, si elle en fait la demande, des invitations pour les différentes compétitions auquel les équipes du club participent.

Chacune des parties s'engagera à communiquer aussi souvent que possible ou nécessaire sur l'action partenariale engagée.

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT

La subvention sera créditée en une seule fois au compte de l'association, après signature de la présente convention. Le versement sera effectué sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles suivants.

Le compte de l'association est le suivant :

Bénéficiaire :

Code Banque :

Code guichet :

N° de compte :

Clé RIB :

Domiciliation :

ARTICLE 7: REDDITION DES COMPTES, CONTROLE FINANCIER

L'association, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), devra :

- formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 15 décembre de l'année précédant l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel et d'un premier projet de bilan financier à transmettre en mars de l'année de l'exercice considéré;

- conformément à l'art. 10 al. 4 de la loi n°2000 - 321 du 12 avril 2000, fournir chaque année le compte rendu financier de l'emploi de la subvention signé par le Président ou toute personne habilitée, et ce dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée ;

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice. Conformément à l'art. L. 2313-1 CGCT issu de la loi n°92-125 du 6 février 1992, si les subventions annuelles sont supérieures à soixante-quinze mille euros (75 000 €), ou représentent plus de 50% du budget total de l'association, le Président de l'association s'engage à certifier la conformité des comptes annuels transmis à la collectivité.

- communiquer à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le rapport d'activités de l'année écoulée, les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du conseil d'administration et du bureau de l'association avant le 1^{er} mai de l'exercice considéré.

Conformément à l'art. 612-4 du Code du commerce issu de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifiée par la loi du n°2003-706 du 1^{er} août 2003, pour un montant supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 euros) de subventions publiques, l'association :

- doit établir chaque année le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes.

Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles, comprenant le bilan comptable de l'année écoulée.

A compter du 1^{er} janvier 2006, en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005 et du décret 2009-540 du 14 mai 2009, les associations ayant reçu annuellement un total de subventions ou de dons excédant la somme de 153 000 euros, ont l'obligation d'organiser la publicité de ces documents : comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes. Elles doivent les transmettre, via internet, à la Direction des Journaux Officiels dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

ARTICLE 8: MODIFICATION

Toute modification du présent contrat devra faire l'objet d'un avenant adopté dans les mêmes conditions que le contrat initial.

ARTICLE 9: RESILIATION, CADUCITE ET RECUPERATION DES TROP PERÇUS

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

Le présent contrat sera caduque de plein droit en cas de dissolution/liquidation de l'association, ou si l'association ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence précitée.

Dans le cas où la contribution financière excède le coût de la mise en œuvre, le reversement de la différence interviendrait de droit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'une ou l'autre des hypothèses précitées, la liquidation des sommes dues sera faite en tenant compte des actions déjà réalisées et de la valeur des documents établis.

ARTICLE 10: LITIGES

En cas de litige concernant l'application ou l'interprétation du présent contrat, les parties s'engagent, avant tout recours contentieux, à se rencontrer afin de trouver une solution

amiable.

En cas de désaccord, tout litige survenant à propos de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat sera soumis au tribunal administratif compétent.

ARTICLE 11: INTUITU PERSONAE

Le présent contrat étant conclu « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12: DIVERS

Le présent contrat d'objectifs, comprenant 12 articles, est établi en 4 exemplaires originaux destinés à chacune des parties.

Fait à _____ ,
Le _____

En quatre exemplaires originaux

**Pour l'Association PROVENCE
SPORT et LIFESTYLE**
Le Président,
Pierre DISTINGUIN

**Pour la Métropole Aix-Marseille-
Provence**

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

CONTRAT D'OBJECTIFS 2016-2017 ENTRE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE ET L'ASSOCIATION PACAventures

Entre les soussignés :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est situé 58 boulevard Charles Livon - 13007 Marseille, SIRET : 200 054 807 00017, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Claude Gaudin;

Ci-après dénommée « la Métropole Aix-Marseille-Provence »

D'une part,

L'Association PACAventures, dont le siège est situé Hôtel de Ville – rond-point des Messageries maritimes – BP 161 – 13708 LA CIOTAT Cedex

SIRET :

Représentée par son Président, Monsieur Richard MOLINES, habilité à signer le présent contrat,

Ci-après dénommée « l'Association »

D'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'occasion de l'évènement Marseille Provence Capitale Européenne du Sport, tout au long de l'année 2017 a décidé de soutenir un certain nombre d'associations dont les projets répondent aux valeurs du sport pour tous, que le territoire souhaite promouvoir.

C'est dans ce cadre qu'un contrat d'objectifs est proposé à l'association PACAventures, qui participera ainsi à cet évènement d'importance et au développement de la pratique sportive sur tout le territoire.

L'association a un projet qui s'articule autour de raids.

L'objectif de l'association PACAventures et son activité s'intègrent parfaitement à l'esprit de la manifestation Marseille Provence Capitale Européenne du Sport.

L'association sollicite en conséquence l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer le projet en lien avec cet évènement.

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT D'OBJECTIFS

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à soutenir financièrement l'association PACAventures, sous la forme de l'octroi d'une subvention dans le cadre de son projet participant à la conduite de diverses actions retenues afin de faire vivre le label Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport.

ARTICLE 2: DUREE

Ce contrat est conclu au titre de l'année 2016.
Il prendra effet à compter de la date de signature.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Pour la période couvrant la manifestation (2016-2017), l'aide financière au titre du présent contrat d'objectifs s'élève à 10 000 € (dix mille euros) au titre de la subvention de fonctionnement.

ARTICLE 4 : OBJECTIFS ET ACTIONS A REALISER

L'association s'engage à réaliser des activités relevant des objectifs définis en préambule, en cohérence avec les orientations de politique publique, et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution afin de garantir une animation sportive de qualité.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS

L'association s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet et à l'affectation définie préalablement.

L'association s'engage à mentionner le concours financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport, par tout moyen approprié (logotype sur des publications ...)

Le partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de cette manifestation devra être mentionné dans les articles de presse présentant les soutiens au club.

Pour plus de lisibilité, un rapport faisant état des supports de communication sur lesquels apparaissent le logo de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le label, sera adressé au service communication de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'association s'engage à mettre à la disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence, si elle en fait la demande, des invitations pour les différentes compétitions auquel les équipes du club participent.

Chacune des parties s'engagera à communiquer aussi souvent que possible ou nécessaire sur l'action partenariale engagée.

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT

La subvention sera créditée en une seule fois au compte de l'association, après signature de la présente convention. Le versement sera effectué sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles suivants.

Le compte de l'association est le suivant :

Bénéficiaire :

Code Banque :

Code guichet :

N° de compte :

Clé RIB :

Domiciliation :

ARTICLE 7: REDDITION DES COMPTES, CONTROLE FINANCIER

L'association, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), devra :

- formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 15 décembre de l'année précédant l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel et d'un premier projet de bilan financier à transmettre en mars de l'année de l'exercice considéré;

- conformément à l'art. 10 al. 4 de la loi n°2000 - 321 du 12 avril 2000, fournir chaque année le compte rendu financier de l'emploi de la subvention signé par le Président ou toute personne habilitée, et ce dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée ;

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice. Conformément à l'art. L. 2313-1 CGCT issu de la loi n°92-125 du 6 février 1992, si les subventions annuelles sont supérieures à soixante-quinze mille euros (75 000 €), ou représentent plus de 50% du budget total de l'association, le Président de l'association s'engage à certifier la conformité des comptes annuels transmis à la collectivité.

- communiquer à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le rapport d'activités de l'année écoulée, les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du conseil d'administration et du bureau de l'association avant le 1^{er} mai de l'exercice considéré.

Conformément à l'art. 612-4 du Code du commerce issu de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifiée par la loi du n°2003-706 du 1^{er} août 2003, pour un montant supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 euros) de subventions publiques, l'association :

- doit établir chaque année le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes.

Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles, comprenant le bilan comptable de l'année écoulée.

A compter du 1^{er} janvier 2006, en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005 et du décret 2009-540 du 14 mai 2009, les associations ayant reçu annuellement un total de subventions ou de dons excédant la somme de 153 000 euros, ont l'obligation d'organiser la publicité de ces documents : comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes. Elles doivent les transmettre, via internet, à la Direction des Journaux Officiels dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

ARTICLE 8: MODIFICATION

Toute modification du présent contrat devra faire l'objet d'un avenant adopté dans les mêmes conditions que le contrat initial.

ARTICLE 9: RESILIATION, CADUCITE ET RECUPERATION DES TROP PERÇUS

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

Le présent contrat sera caduque de plein droit en cas de dissolution/liquidation de l'association, ou si l'association ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence précitée.

Dans le cas où la contribution financière excède le coût de la mise en œuvre, le reversement de la différence interviendrait de droit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'une ou l'autre des hypothèses précitées, la liquidation des sommes dues sera faite en tenant compte des actions déjà réalisées et de la valeur des documents établis.

ARTICLE 10: LITIGES

En cas de litige concernant l'application ou l'interprétation du présent contrat, les parties s'engagent, avant tout recours contentieux, à se rencontrer afin de trouver une solution

amiable.

En cas de désaccord, tout litige survenant à propos de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat sera soumis au tribunal administratif compétent.

ARTICLE 11: INTUITU PERSONAE

Le présent contrat étant conclu « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12: DIVERS

Le présent contrat d'objectifs, comprenant 12 articles, est établi en 4 exemplaires originaux destinés à chacune des parties.

Fait à _____ ,
Le _____

En quatre exemplaires originaux

Pour l'**Association PACAventures**
Le .Président
Richard MOLINES

Pour la **Métropole Aix-Marseille-
Provence**

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

CONTRAT D'OBJECTIFS 2016-2017 ENTRE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE ET LE MONDIAL LA MARSEILLAISE A PETANQUE

Entre les soussignés :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est situé 58 boulevard Charles Livon - 13007 Marseille, SIRET : 200 054 807 00017, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Claude Gaudin;

Ci-après dénommée « la Métropole Aix-Marseille-Provence »

D'une part,

Le Mondial la Marseillaise à Pétanque, dont le siège est situé 19 cours d'Estiennes d'Orves 13001 Marseille, SIRET :

Représentée par son Président, Monsieur Pierre GUILLE, habilité à signer le présent contrat,

Ci-après dénommée « l'Association »

D'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'occasion de l'évènement Marseille Provence Capitale Européenne du Sport, tout au long de l'année 2017 a décidé de soutenir un certain nombre d'associations dont les projets répondent aux valeurs du sport pour tous, que le territoire souhaite promouvoir.

C'est dans ce cadre qu'un contrat d'objectifs est proposé au Mondial la Marseillaise à Pétanque, qui participera ainsi à cet évènement d'importance et au développement de la pratique sportive sur tout le territoire.

L'association a un projet qui s'articule autour de la pétanque.

L'objectif du Mondial la Marseillaise à Pétanque et son activité s'intègrent parfaitement à l'esprit de la manifestation Marseille Provence Capitale Européenne du Sport.

L'association sollicite en conséquence l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer le projet en lien avec cet évènement.

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT D'OBJECTIFS

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à soutenir financièrement l'association Côte Bleue Passion sous la forme de l'octroi d'une subvention dans le cadre de son projet participant à la conduite de diverses actions retenues afin de faire vivre le label Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport.

ARTICLE 2: DUREE

Ce contrat est conclu au titre de l'année 2016.
Il prendra effet à compter de la date de signature.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Pour la période couvrant la manifestation (2016-2017), l'aide financière au titre du présent contrat d'objectifs s'élève à 20 000 € (vingt mille euros) au titre de la subvention de fonctionnement.

ARTICLE 4 : OBJECTIFS ET ACTIONS A REALISER

L'association s'engage à réaliser des activités relevant des objectifs définis en préambule, en cohérence avec les orientations de politique publique, et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution afin de garantir une animation sportive de qualité.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS

L'association s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet et à l'affectation définie préalablement.

L'association s'engage à mentionner le concours financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport, par tout moyen approprié (logotype sur des publications ...)

Le partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de cette manifestation devra être mentionné dans les articles de presse présentant les soutiens au club.

Pour plus de lisibilité, un rapport faisant état des supports de communication sur lesquels apparaissent le logo de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le label, sera adressé au service communication de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'association s'engage à mettre à la disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence, si elle en fait la demande, des invitations pour les différentes compétitions auquel les équipes du club participent.

Chacune des parties s'engagera à communiquer aussi souvent que possible ou nécessaire sur l'action partenariale engagée.

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT

La subvention sera créditée en une seule fois au compte de l'association, après signature de la présente convention. Le versement sera effectué sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles suivants.

Le compte de l'association est le suivant :

Bénéficiaire :

Code Banque :

Code guichet :

N° de compte :

Clé RIB :

Domiciliation :

ARTICLE 7: REDDITION DES COMPTES, CONTROLE FINANCIER

L'association, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), devra :

- formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 15 décembre de l'année précédant l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel et d'un premier projet de bilan financier à transmettre en mars de l'année de l'exercice considéré;

- conformément à l'art. 10 al. 4 de la loi n°2000 - 321 du 12 avril 2000, fournir chaque année le compte rendu financier de l'emploi de la subvention signé par le Président ou toute personne habilitée, et ce dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée ;

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice. Conformément à l'art. L. 2313-1 CGCT issu de la loi n°92-125 du 6 février 1992, si les subventions annuelles sont supérieures à soixante-quinze mille euros (75 000 €), ou représentent plus de 50% du budget total de l'association, le Président de l'association s'engage à certifier la conformité des comptes annuels transmis à la collectivité.

- communiquer à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le rapport d'activités de l'année écoulée, les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du conseil d'administration et du bureau de l'association avant le 1^{er} mai de l'exercice considéré.

Conformément à l'art. 612-4 du Code de commerce issu de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifiée par la loi du n°2003-706 du 1^{er} août 2003, pour un montant supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 euros) de subventions publiques, l'association :

- doit établir chaque année le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes.

Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles, comprenant le bilan comptable de l'année écoulée.

A compter du 1^{er} janvier 2006, en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005 et du décret 2009-540 du 14 mai 2009, les associations ayant reçu annuellement un total de subventions ou de dons excédant la somme de 153 000 euros, ont l'obligation d'organiser la publicité de ces documents : comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes. Elles doivent les transmettre, via internet, à la Direction des Journaux Officiels dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

ARTICLE 8: MODIFICATION

Toute modification du présent contrat devra faire l'objet d'un avenant adopté dans les mêmes conditions que le contrat initial.

ARTICLE 9: RESILIATION, CADUCITE ET RECUPERATION DES TROP PERÇUS

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

Le présent contrat sera caduque de plein droit en cas de dissolution/liquidation de l'association, ou si l'association ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence précitée.

Dans le cas où la contribution financière excède le coût de la mise en œuvre, le reversement de la différence interviendrait de droit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'une ou l'autre des hypothèses précitées, la liquidation des sommes dues sera faite en tenant compte des actions déjà réalisées et de la valeur des documents établis.

ARTICLE 10: LITIGES

En cas de litige concernant l'application ou l'interprétation du présent contrat, les parties s'engagent, avant tout recours contentieux, à se rencontrer afin de trouver une solution

amiable.

En cas de désaccord, tout litige survenant à propos de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat sera soumis au tribunal administratif compétent.

ARTICLE 11: INTUITU PERSONAE

Le présent contrat étant conclu « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12: DIVERS

Le présent contrat d'objectifs, comprenant 12 articles, est établi en 4 exemplaires originaux destinés à chacune des parties.

Fait à _____ ,
Le _____

En quatre exemplaires originaux

**Pour Le Mondial la Marseillaise à
Pétanque**
Le .Président,
Pierre GUILLE

**Pour la Métropole Aix-Marseille-
Provence**

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

CONTRAT D'OBJECTIFS 2016-2017 ENTRE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE ET L'ASSOCIATION MASSILLIA SPORT EVENT

Entre les soussignés :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est situé 58 boulevard Charles Livon - 13007 Marseille, SIRET : 200 054 807 00017, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Claude Gaudin;

Ci-après dénommée « la Métropole Aix-Marseille-Provence »

D'une part,

L'Association Massillia Sport Event, dont le siège est situé 4 avenue du Lapin Blanc, 13007 Marseille

SIRET :

Représentée par son Président, Benoît MOUSSILMANI, habilité à signer le présent contrat,

Ci-après dénommée « l'Association »

D'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'occasion de l'évènement Marseille Provence Capitale Européenne du Sport, tout au long de l'année 2017 a décidé de soutenir un certain nombre d'associations dont les projets répondent aux valeurs du sport pour tous, que le territoire souhaite promouvoir.

C'est dans ce cadre qu'un contrat d'objectifs est proposé à l'association Massillia Sport Event, qui participera ainsi à cet évènement d'importance et au développement de la pratique sportive sur tout le territoire.

L'association a un projet qui s'articule autour de la sosh free style cup.

L'objectif de l'association Massillia Sport Event et son activité s'intègrent parfaitement à l'esprit de la manifestation Marseille Provence Capitale Européenne du Sport.

L'association sollicite en conséquence l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer le projet en lien avec cet évènement.

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT D'OBJECTIFS

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à soutenir financièrement l'association Massillia Sport Event sous la forme de l'octroi d'une subvention dans le cadre de son projet participant à la conduite de diverses actions retenues afin de faire vivre le label Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport.

ARTICLE 2: DUREE

Ce contrat est conclu au titre de l'année 2016.
Il prendra effet à compter de la date de signature.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Pour la période couvrant la manifestation (2016-2017), l'aide financière au titre du présent contrat d'objectifs s'élève à 35 000 € (trente-cinq mille euros) au titre de la subvention de fonctionnement.

ARTICLE 4 : OBJECTIFS ET ACTIONS A REALISER

L'association s'engage à réaliser des activités relevant des objectifs définis en préambule, en cohérence avec les orientations de politique publique, et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution afin de garantir une animation sportive de qualité.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS

L'association s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet et à l'affectation définie préalablement.

L'association s'engage à mentionner le concours financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport, par tout moyen approprié (logotype sur des publications ...)

Le partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de cette manifestation devra être mentionné dans les articles de presse présentant les soutiens au club.

Pour plus de lisibilité, un rapport faisant état des supports de communication sur lesquels apparaissent le logo de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le label, sera adressé au service communication de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'association s'engage à mettre à la disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence, si elle en fait la demande, des invitations pour les différentes compétitions auquel les équipes du club participent.

Chacune des parties s'engagera à communiquer aussi souvent que possible ou nécessaire sur l'action partenariale engagée.

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT

La subvention sera créditée en une seule fois au compte de l'association, après signature de la présente convention. Le versement sera effectué sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles suivants.

Le compte de l'association est le suivant :

Bénéficiaire :

Code Banque :

Code guichet :

N° de compte :

Clé RIB :

Domiciliation :

ARTICLE 7: REDDITION DES COMPTES, CONTROLE FINANCIER

L'association, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), devra :

- formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 15 décembre de l'année précédant l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel et d'un premier projet de bilan financier à transmettre en mars de l'année de l'exercice considéré;

- conformément à l'art. 10 al. 4 de la loi n°2000 - 321 du 12 avril 2000, fournir chaque année le compte rendu financier de l'emploi de la subvention signé par le Président ou toute personne habilitée, et ce dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée ;

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice. Conformément à l'art. L. 2313-1 CGCT issu de la loi n°92-125 du 6 février 1992, si les subventions annuelles sont supérieures à soixante-quinze mille euros (75 000 €), ou représentent plus de 50% du budget total de l'association, le Président de l'association s'engage à certifier la conformité des comptes annuels transmis à la collectivité.

- communiquer à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le rapport d'activités de l'année écoulée, les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du conseil d'administration et du bureau de l'association avant le 1^{er} mai de l'exercice considéré.

Conformément à l'art. 612-4 du Code de commerce issu de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifiée par la loi du n°2003-706 du 1^{er} août 2003, pour un montant supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 euros) de subventions publiques, l'association :

- doit établir chaque année le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes.

Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles, comprenant le bilan comptable de l'année écoulée.

A compter du 1^{er} janvier 2006, en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005 et du décret 2009-540 du 14 mai 2009, les associations ayant reçu annuellement un total de subventions ou de dons excédant la somme de 153 000 euros, ont l'obligation d'organiser la publicité de ces documents : comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes. Elles doivent les transmettre, via internet, à la Direction des Journaux Officiels dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

ARTICLE 8: MODIFICATION

Toute modification du présent contrat devra faire l'objet d'un avenant adopté dans les mêmes conditions que le contrat initial.

ARTICLE 9: RESILIATION, CADUCITE ET RECUPERATION DES TROP PERÇUS

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

Le présent contrat sera caduque de plein droit en cas de dissolution/liquidation de l'association, ou si l'association ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence précitée.

Dans le cas où la contribution financière excède le coût de la mise en œuvre, le reversement de la différence interviendrait de droit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'une ou l'autre des hypothèses précitées, la liquidation des sommes dues sera faite en tenant compte des actions déjà réalisées et de la valeur des documents établis.

ARTICLE 10: LITIGES

En cas de litige concernant l'application ou l'interprétation du présent contrat, les parties s'engagent, avant tout recours contentieux, à se rencontrer afin de trouver une solution

amiable.

En cas de désaccord, tout litige survenant à propos de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat sera soumis au tribunal administratif compétent.

ARTICLE 11: INTUITU PERSONAE

Le présent contrat étant conclu « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12: DIVERS

Le présent contrat d'objectifs, comprenant 12 articles, est établi en 4 exemplaires originaux destinés à chacune des parties.

Fait à _____ ,
Le _____

En quatre exemplaires originaux

Pour l'**Association Massillia Sport
Event, ...**
Le Président,
Benoît MOUSSILMANI

Pour la **Métropole Aix-Marseille-
Provence**

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

CONTRAT D'OBJECTIFS 2016-2017 ENTRE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE ET L'ASSOCIATION MARSEILLE SPORTS OUTDOOR

Entre les soussignés :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est situé 58 boulevard Charles Livon - 13007 Marseille, SIRET : 200 054 807 00017, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Claude Gaudin;

Ci-après dénommée « la Métropole Aix-Marseille-Provence »

D'une part,

L'Association MARSEILLE SPORTS OUTDOOR, dont le siège est situé 35 boulevard Sainte Lucie – 13007 MARSEILLE

SIRET :

Représentée par son Président, Monsieur Julien SAINT-MARTIN, habilité à signer le présent contrat,

Ci-après dénommée « l'Association »

D'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'occasion de l'évènement Marseille Provence Capitale Européenne du Sport, tout au long de l'année 2017 a décidé de soutenir un certain nombre d'associations dont les projets répondent aux valeurs du sport pour tous, que le territoire souhaite promouvoir.

C'est dans ce cadre qu'un contrat d'objectifs est proposé à l'association MARSEILLE SPORTS OUTDOOR, qui participera ainsi à cet évènement d'importance et au développement de la pratique sportive sur tout le territoire.

L'association a un projet qui s'articule autour d'urban elements series.

L'objectif de l'association MARSEILLE SPORTS OUTDOOR, et son activité s'intègrent parfaitement à l'esprit de la manifestation Marseille Provence Capitale Européenne du Sport.

L'association sollicite en conséquence l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer le projet en lien avec cet évènement.

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT D'OBJECTIFS

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à soutenir financièrement l'association MARSEILLE SPORTS OUTDOOR sous la forme de l'octroi d'une subvention dans le cadre de son projet participant à la conduite de diverses actions retenues afin de faire vivre le label Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport.

ARTICLE 2: DUREE

Ce contrat est conclu au titre de l'année 2016.
Il prendra effet à compter de la date de signature.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Pour la période couvrant la manifestation (2016-2017), l'aide financière au titre du présent contrat d'objectifs s'élève à 20 000 € (vingt mille euros) au titre de la subvention de fonctionnement.

ARTICLE 4 : OBJECTIFS ET ACTIONS A REALISER

L'association s'engage à réaliser des activités relevant des objectifs définis en préambule, en cohérence avec les orientations de politique publique, et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution afin de garantir une animation sportive de qualité.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS

L'association s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet et à l'affectation définie préalablement.

L'association s'engage à mentionner le concours financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport, par tout moyen approprié (logotype sur des publications ...)

Le partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de cette manifestation devra être mentionné dans les articles de presse présentant les soutiens au club.

Pour plus de lisibilité, un rapport faisant état des supports de communication sur lesquels apparaissent le logo de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le label, sera adressé au service communication de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'association s'engage à mettre à la disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence, si elle en fait la demande, des invitations pour les différentes compétitions auquel les équipes du club participent.

Chacune des parties s'engagera à communiquer aussi souvent que possible ou nécessaire sur l'action partenariale engagée.

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT

La subvention sera créditée en une seule fois au compte de l'association, après signature de la présente convention. Le versement sera effectué sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles suivants.

Le compte de l'association est le suivant :

Bénéficiaire :

Code Banque :

Code guichet :

N° de compte :

Clé RIB :

Domiciliation :

ARTICLE 7: REDDITION DES COMPTES, CONTROLE FINANCIER

L'association, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), devra :

- formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 15 décembre de l'année précédant l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel et d'un premier projet de bilan financier à transmettre en mars de l'année de l'exercice considéré;

- conformément à l'art. 10 al. 4 de la loi n°2000 - 321 du 12 avril 2000, fournir chaque année le compte rendu financier de l'emploi de la subvention signé par le Président ou toute personne habilitée, et ce dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée ;

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice. Conformément à l'art. L. 2313-1 CGCT issu de la loi n°92-125 du 6 février 1992, si les subventions annuelles sont supérieures à soixante-quinze mille euros (75 000 €), ou représentent plus de 50% du budget total de l'association, le Président de l'association s'engage à certifier la conformité des comptes annuels transmis à la collectivité.

- communiquer à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le rapport d'activités de l'année écoulée, les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du conseil d'administration et du bureau de l'association avant le 1^{er} mai de l'exercice considéré.

Conformément à l'art. 612-4 du Code du commerce issu de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifiée par la loi du n°2003-706 du 1^{er} août 2003, pour un montant supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 euros) de subventions publiques, l'association :

- doit établir chaque année le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes.

Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles, comprenant le bilan comptable de l'année écoulée.

A compter du 1^{er} janvier 2006, en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005 et du décret 2009-540 du 14 mai 2009, les associations ayant reçu annuellement un total de subventions ou de dons excédant la somme de 153 000 euros, ont l'obligation d'organiser la publicité de ces documents : comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes. Elles doivent les transmettre, via internet, à la Direction des Journaux Officiels dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

ARTICLE 8: MODIFICATION

Toute modification du présent contrat devra faire l'objet d'un avenant adopté dans les mêmes conditions que le contrat initial.

ARTICLE 9: RESILIATION, CADUCITE ET RECUPERATION DES TROP PERÇUS

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

Le présent contrat sera caduque de plein droit en cas de dissolution/liquidation de l'association, ou si l'association ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence précitée.

Dans le cas où la contribution financière excède le coût de la mise en œuvre, le reversement de la différence interviendrait de droit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'une ou l'autre des hypothèses précitées, la liquidation des sommes dues sera faite en tenant compte des actions déjà réalisées et de la valeur des documents établis.

ARTICLE 10: LITIGES

En cas de litige concernant l'application ou l'interprétation du présent contrat, les parties s'engagent, avant tout recours contentieux, à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

En cas de désaccord, tout litige survenant à propos de l'interprétation ou de l'exécution du

présent contrat sera soumis au tribunal administratif compétent.

ARTICLE 11: INTUITU PERSONAE

Le présent contrat étant conclu « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12: DIVERS

Le présent contrat d'objectifs, comprenant 12 articles, est établi en 4 exemplaires originaux destinés à chacune des parties.

Fait à _____ ,
Le _____

En quatre exemplaires originaux

Pour l'**Association VENELLES JUDO**
Le .Président,
Julien SAINT-MARTIN

Pour la **Métropole Aix-Marseille-
Provence**

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

CONTRAT D'OBJECTIFS 2016-2017 ENTRE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE ET L'ASSOCIATION MANU URA 13

Entre les soussignés :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est situé 58 boulevard Charles Livon - 13007 Marseille, SIRET : 200 054 807 00017, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Claude Gaudin;

Ci-après dénommée « la Métropole Aix-Marseille-Provence »

D'une part,

L'Association MANU URA 13, dont le siège est situé 30 rue Fauchier – 13002 MARSEILLE SIRET : Représentée par son Président, Monsieur Eric VANECHOP, habilité à signer le présent contrat,

Ci-après dénommée « l'Association »

D'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'occasion de l'évènement Marseille Provence Capitale Européenne du Sport, tout au long de l'année 2017 a décidé de soutenir un certain nombre d'associations dont les projets répondent aux valeurs du sport pour tous, que le territoire souhaite promouvoir.

C'est dans ce cadre qu'un contrat d'objectifs est proposé à l'association MANU URA 13, qui participera ainsi à cet évènement d'importance et au développement de la pratique sportive sur tout le territoire.

L'association a un projet qui s'articule autour du Med Va'a Nui.

L'objectif de l'association MANU URA 13 et son activité s'intègrent parfaitement à l'esprit de la manifestation Marseille Provence Capitale Européenne du Sport.

L'association sollicite en conséquence l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer le projet en lien avec cet évènement.

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT D'OBJECTIFS

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à soutenir financièrement l'association MANU URA 13 sous la forme de l'octroi d'une subvention dans le cadre de son projet participant à la conduite de diverses actions retenues afin de faire vivre le label Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport.

ARTICLE 2: DUREE

Ce contrat est conclu au titre de l'année 2016.
Il prendra effet à compter de la date de signature.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Pour la période couvrant la manifestation (2016-2017), l'aide financière au titre du présent contrat d'objectifs s'élève à 20 000 € (vingt mille euros) au titre de la subvention de fonctionnement.

ARTICLE 4 : OBJECTIFS ET ACTIONS A REALISER

L'association s'engage à réaliser des activités relevant des objectifs définis en préambule, en cohérence avec les orientations de politique publique, et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution afin de garantir une animation sportive de qualité.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS

L'association s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet et à l'affectation définie préalablement.

L'association s'engage à mentionner le concours financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport, par tout moyen approprié (logotype sur des publications ...)

Le partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de cette manifestation devra être mentionné dans les articles de presse présentant les soutiens au club.

Pour plus de lisibilité, un rapport faisant état des supports de communication sur lesquels apparaissent le logo de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le label, sera adressé au service communication de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'association s'engage à mettre à la disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence, si elle en fait la demande, des invitations pour les différentes compétitions auquel les équipes du club participent.

Chacune des parties s'engagera à communiquer aussi souvent que possible ou nécessaire sur l'action partenariale engagée.

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT

La subvention sera créditée en une seule fois au compte de l'association, après signature de la présente convention. Le versement sera effectué sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles suivants.

Le compte de l'association est le suivant :

Bénéficiaire :

Code Banque :

Code guichet :

N° de compte :

Clé RIB :

Domiciliation :

ARTICLE 7: REDDITION DES COMPTES, CONTROLE FINANCIER

L'association, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), devra :

- formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 15 décembre de l'année précédant l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel et d'un premier projet de bilan financier à transmettre en mars de l'année de l'exercice considéré;

- conformément à l'art. 10 al. 4 de la loi n°2000 - 321 du 12 avril 2000, fournir chaque année le compte rendu financier de l'emploi de la subvention signé par le Président ou toute personne habilitée, et ce dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée ;

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice. Conformément à l'art. L. 2313-1 CGCT issu de la loi n°92-125 du 6 février 1992, si les subventions annuelles sont supérieures à soixante-quinze mille euros (75 000 €), ou représentent plus de 50% du budget total de l'association, le Président de l'association s'engage à certifier la conformité des comptes annuels transmis à la collectivité.

- communiquer à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le rapport d'activités de l'année écoulée, les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du conseil d'administration et du bureau de l'association avant le 1^{er} mai de l'exercice considéré.

Conformément à l'art. 612-4 du Code du commerce issu de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifiée par la loi du n°2003-706 du 1^{er} août 2003, pour un montant supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 euros) de subventions publiques, l'association :

- doit établir chaque année le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes.

Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles, comprenant le bilan comptable de l'année écoulée.

A compter du 1^{er} janvier 2006, en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005 et du décret 2009-540 du 14 mai 2009, les associations ayant reçu annuellement un total de subventions ou de dons excédant la somme de 153 000 euros, ont l'obligation d'organiser la publicité de ces documents : comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes. Elles doivent les transmettre, via internet, à la Direction des Journaux Officiels dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

ARTICLE 8: MODIFICATION

Toute modification du présent contrat devra faire l'objet d'un avenant adopté dans les mêmes conditions que le contrat initial.

ARTICLE 9: RESILIATION, CADUCITE ET RECUPERATION DES TROP PERÇUS

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

Le présent contrat sera caduque de plein droit en cas de dissolution/liquidation de l'association, ou si l'association ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence précitée.

Dans le cas où la contribution financière excède le coût de la mise en œuvre, le reversement de la différence interviendrait de droit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'une ou l'autre des hypothèses précitées, la liquidation des sommes dues sera faite en tenant compte des actions déjà réalisées et de la valeur des documents établis.

ARTICLE 10: LITIGES

En cas de litige concernant l'application ou l'interprétation du présent contrat, les parties s'engagent, avant tout recours contentieux, à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

En cas de désaccord, tout litige survenant à propos de l'interprétation ou de l'exécution du

présent contrat sera soumis au tribunal administratif compétent.

ARTICLE 11: INTUITU PERSONAE

Le présent contrat étant conclu « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12: DIVERS

Le présent contrat d'objectifs, comprenant 12 articles, est établi en 4 exemplaires originaux destinés à chacune des parties.

Fait à _____ ,
Le _____

En quatre exemplaires originaux

Pour l'**Association VENELLES JUDO**
Le .Président,

Pour la **Métropole Aix-Marseille-
Provence**

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

CONTRAT D'OBJECTIFS 2016-2017 ENTRE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE ET L'ASSOCIATION LES LUMIERES D'EDEN

Entre les soussignés :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est situé 58 boulevard Charles Livon - 13007 Marseille, SIRET : 200 054 807 00017, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Claude Gaudin;

Ci-après dénommée « la Métropole Aix-Marseille-Provence »

D'une part,

L'Association Les lumières de l'Eden, dont le siège est situé 25 bd Georges Clémenceau – 13600 LA CIOTAT

SIRET :

Représentée par son Président, Monsieur Michel CORNILLE, habilité à signer le présent contrat,

Ci-après dénommée « l'Association »

D'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'occasion de l'évènement Marseille Provence Capitale Européenne du Sport, tout au long de l'année 2017 a décidé de soutenir un certain nombre d'associations dont les projets répondent aux valeurs du sport pour tous, que le territoire souhaite promouvoir.

C'est dans ce cadre qu'un contrat d'objectifs est proposé à l'association Les lumières de l'Eden, qui participera ainsi à cet évènement d'importance et au développement de la pratique sportive sur tout le territoire.

L'association a un projet qui s'articule autour des jeux traditionnels et du sport.

L'objectif de l'association Les lumières de l'Eden et son activité s'intègrent parfaitement à l'esprit de la manifestation Marseille Provence Capitale Européenne du Sport.

L'association sollicite en conséquence l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer le projet en lien avec cet évènement.

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT D'OBJECTIFS

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à soutenir financièrement l'association Les lumières de l'Eden sous la forme de l'octroi d'une subvention dans le cadre de son projet participant à la conduite de diverses actions retenues afin de faire vivre le label Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport.

ARTICLE 2: DUREE

Ce contrat est conclu au titre de l'année 2016.
Il prendra effet à compter de la date de signature.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Pour la période couvrant la manifestation (2016-2017), l'aide financière au titre du présent contrat d'objectifs s'élève à 8 000 € (huit mille euros) au titre de la subvention de fonctionnement.

ARTICLE 4 : OBJECTIFS ET ACTIONS A REALISER

L'association s'engage à réaliser des activités relevant des objectifs définis en préambule, en cohérence avec les orientations de politique publique, et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution afin de garantir une animation sportive de qualité.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS

L'association s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet et à l'affectation définie préalablement.

L'association s'engage à mentionner le concours financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport, par tout moyen approprié (logotype sur des publications ...)

Le partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de cette manifestation devra être mentionné dans les articles de presse présentant les soutiens au club.

Pour plus de lisibilité, un rapport faisant état des supports de communication sur lesquels apparaissent le logo de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le label, sera adressé au service communication de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'association s'engage à mettre à la disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence, si elle en fait la demande, des invitations pour les différentes compétitions auquel les équipes du club participent.

Chacune des parties s'engagera à communiquer aussi souvent que possible ou nécessaire sur l'action partenariale engagée.

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT

La subvention sera créditée en une seule fois au compte de l'association, après signature de la présente convention. Le versement sera effectué sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles suivants.

Le compte de l'association est le suivant :

Bénéficiaire :

Code Banque :

Code guichet :

N° de compte :

Clé RIB :

Domiciliation :

ARTICLE 7: REDDITION DES COMPTES, CONTROLE FINANCIER

L'association, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), devra :

- formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 15 décembre de l'année précédant l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel et d'un premier projet de bilan financier à transmettre en mars de l'année de l'exercice considéré;

- conformément à l'art. 10 al. 4 de la loi n°2000 - 321 du 12 avril 2000, fournir chaque année le compte rendu financier de l'emploi de la subvention signé par le Président ou toute personne habilitée, et ce dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée ;

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice. Conformément à l'art. L. 2313-1 CGCT issu de la loi n°92-125 du 6 février 1992, si les subventions annuelles sont supérieures à soixante-quinze mille euros (75 000 €), ou représentent plus de 50% du budget total de l'association, le Président de l'association s'engage à certifier la conformité des comptes annuels transmis à la collectivité.

- communiquer à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le rapport d'activités de l'année écoulée, les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du conseil d'administration et du bureau de l'association avant le 1^{er} mai de l'exercice considéré.

Conformément à l'art. 612-4 du Code de commerce issu de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifiée par la loi du n°2003-706 du 1^{er} août 2003, pour un montant supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 euros) de subventions publiques, l'association :

- doit établir chaque année le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes.

Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles, comprenant le bilan comptable de l'année écoulée.

A compter du 1^{er} janvier 2006, en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005 et du décret 2009-540 du 14 mai 2009, les associations ayant reçu annuellement un total de subventions ou de dons excédant la somme de 153 000 euros, ont l'obligation d'organiser la publicité de ces documents : comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes. Elles doivent les transmettre, via internet, à la Direction des Journaux Officiels dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

ARTICLE 8: MODIFICATION

Toute modification du présent contrat devra faire l'objet d'un avenant adopté dans les mêmes conditions que le contrat initial.

ARTICLE 9: RESILIATION, CADUCITE ET RECUPERATION DES TROP PERÇUS

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

Le présent contrat sera caduque de plein droit en cas de dissolution/liquidation de l'association, ou si l'association ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence précitée.

Dans le cas où la contribution financière excède le coût de la mise en œuvre, le reversement de la différence interviendrait de droit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'une ou l'autre des hypothèses précitées, la liquidation des sommes dues sera faite en tenant compte des actions déjà réalisées et de la valeur des documents établis.

ARTICLE 10: LITIGES

En cas de litige concernant l'application ou l'interprétation du présent contrat, les parties s'engagent, avant tout recours contentieux, à se rencontrer afin de trouver une solution

amiable.

En cas de désaccord, tout litige survenant à propos de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat sera soumis au tribunal administratif compétent.

ARTICLE 11: INTUITU PERSONAE

Le présent contrat étant conclu « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12: DIVERS

Le présent contrat d'objectifs, comprenant 12 articles, est établi en 4 exemplaires originaux destinés à chacune des parties.

Fait à _____ ,
Le _____

En quatre exemplaires originaux

**Pour l'Association Les lumières de
l'Eden**
Le Président,
Michel CORNILLE

**Pour la Métropole Aix-Marseille-
Provence**

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

CONTRAT D'OBJECTIFS 2016-2017 ENTRE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE ET L'ASSOCIATION LA MARSEILLAISE DES FEMMES

Entre les soussignés :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est situé 58 boulevard Charles Livon - 13007 Marseille, SIRET : 200 054 807 00017, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Claude Gaudin;

Ci-après dénommée « la Métropole Aix-Marseille-Provence »

D'une part,

L'Association LA MARSEILLAISE DES FEMMES, dont le siège est situé, C/o studio Magellan, 68 rue Sainte, 13001 MARSEILLE

SIRET :

Représentée par son Président, Monsieur Bertrand BOSSARD, habilité à signer le présent contrat,

Ci-après dénommée « l'Association »

D'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'occasion de l'évènement Marseille Provence Capitale Européenne du Sport, tout au long de l'année 2017 a décidé de soutenir un certain nombre d'associations dont les projets répondent aux valeurs du sport pour tous, que le territoire souhaite promouvoir.

C'est dans ce cadre qu'un contrat d'objectifs est proposé à l'association LA MARSEILLAISE DES FEMMES qui participera ainsi à cet évènement d'importance et au développement de la pratique sportive sur tout le territoire.

L'association a un projet qui s'articule autour du sport et de la course à pied.

L'objectif de l'association LA MARSEILLAISE DES FEMMES et son activité s'intègrent parfaitement à l'esprit de la manifestation Marseille Provence Capitale Européenne du Sport.

L'association sollicite en conséquence l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer le projet en lien avec cet événement.

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT D'OBJECTIFS

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à soutenir financièrement l'association LA MARSEILLAISE DES FEMMES sous la forme de l'octroi d'une subvention dans le cadre de son projet participant à la conduite de diverses actions retenues afin de faire vivre le label Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport.

ARTICLE 2: DUREE

Ce contrat est conclu au titre de l'année 2016.
Il prendra effet à compter de la date de signature.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Pour la période couvrant la manifestation (2016-2017), l'aide financière au titre du présent contrat d'objectifs s'élève à 20 000 € (vingt mille euros) au titre de la subvention de fonctionnement.

ARTICLE 4 : OBJECTIFS ET ACTIONS A REALISER

L'association s'engage à réaliser des activités relevant des objectifs définis en préambule, en cohérence avec les orientations de politique publique, et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution afin de garantir une animation sportive de qualité.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS

L'association s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet et à l'affectation définie préalablement.

L'association s'engage à mentionner le concours financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport, par tout moyen approprié (logotype sur des publications ...)

Le partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de cette manifestation devra être mentionné dans les articles de presse présentant les soutiens au club.

Pour plus de lisibilité, un rapport faisant état des supports de communication sur lesquels apparaissent le logo de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le label, sera adressé au service communication de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'association s'engage à mettre à la disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence, si elle en fait la demande, des invitations pour les différentes compétitions auquel les équipes du club participent.

Chacune des parties s'engagera à communiquer aussi souvent que possible ou nécessaire sur l'action partenariale engagée.

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT

La subvention sera créditée en une seule fois au compte de l'association, après signature de la présente convention. Le versement sera effectué sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles suivants.

Le compte de l'association est le suivant :

Bénéficiaire :

Code Banque :

Code guichet :

N° de compte :

Clé RIB :

Domiciliation :

ARTICLE 7: REDDITION DES COMPTES, CONTROLE FINANCIER

L'association, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), devra :

- formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 15 décembre de l'année précédant l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel et d'un premier projet de bilan financier à transmettre en mars de l'année de l'exercice considéré;

- conformément à l'art. 10 al. 4 de la loi n°2000 - 321 du 12 avril 2000, fournir chaque année le compte rendu financier de l'emploi de la subvention signé par le Président ou toute personne habilitée, et ce dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée ;

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice. Conformément à l'art. L. 2313-1 CGCT issu de la loi n°92-125 du 6 février 1992, si les subventions annuelles sont supérieures à soixante-quinze mille euros (75 000 €), ou représentent plus de 50% du budget total de l'association, le Président de l'association s'engage à certifier la conformité des comptes annuels transmis à la collectivité.

- communiquer à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le rapport d'activités de l'année écoulée, les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du conseil d'administration et du bureau de l'association avant le 1^{er} mai de l'exercice considéré.

Conformément à l'art. 612-4 du Code de commerce issu de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifiée par la loi du n°2003-706 du 1^{er} août 2003, pour un montant supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 euros) de subventions publiques, l'association :

- doit établir chaque année le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes.

Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles, comprenant le bilan comptable de l'année écoulée.

A compter du 1^{er} janvier 2006, en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005 et du décret 2009-540 du 14 mai 2009, les associations ayant reçu annuellement un total de subventions ou de dons excédant la somme de 153 000 euros, ont l'obligation d'organiser la publicité de ces documents : comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes. Elles doivent les transmettre, via internet, à la Direction des Journaux Officiels dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

ARTICLE 8: MODIFICATION

Toute modification du présent contrat devra faire l'objet d'un avenant adopté dans les mêmes conditions que le contrat initial.

ARTICLE 9: RESILIATION, CADUCITE ET RECUPERATION DES TROP PERÇUS

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

Le présent contrat sera caduque de plein droit en cas de dissolution/liquidation de l'association, ou si l'association ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence précitée.

Dans le cas où la contribution financière excède le coût de la mise en œuvre, le reversement de la différence interviendrait de droit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'une ou l'autre des hypothèses précitées, la liquidation des sommes dues sera faite en tenant compte des actions déjà réalisées et de la valeur des documents établis.

ARTICLE 10: LITIGES

En cas de litige concernant l'application ou l'interprétation du présent contrat, les parties s'engagent, avant tout recours contentieux, à se rencontrer afin de trouver une solution

amiable.

En cas de désaccord, tout litige survenant à propos de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat sera soumis au tribunal administratif compétent.

ARTICLE 11: INTUITU PERSONAE

Le présent contrat étant conclu « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12: DIVERS

Le présent contrat d'objectifs, comprenant 12 articles, est établi en 4 exemplaires originaux destinés à chacune des parties.

Fait à _____ ,
Le _____

En quatre exemplaires originaux

**Pour l'Association SCO STE
MARGUERITE**
Le .Président
Bertrand BROSSARD

**Pour la Métropole Aix-Marseille-
Provence**

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

CONTRAT D'OBJECTIFS 2016-2017 ENTRE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE ET LA FEDERATION FRANCAISE DE SQUASH

Entre les soussignés :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est situé 58 boulevard Charles Livon - 13007 Marseille, SIRET : 200 054 807 00017, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Claude Gaudin;

Ci-après dénommée « la Métropole Aix-Marseille-Provence »

D'une part,

La Fédération française de squash, dont le siège est situé 2 rue de Paris – 94500 SAINT-MAURE-DES FOSSES .

SIRET :

Représentée par son Président, Monsieur Jacques FONTAINE, habilité à signer le présent contrat,

Ci-après dénommée «la Fédération»

D'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'occasion de l'évènement Marseille Provence Capitale Européenne du Sport, tout au long de l'année 2017 a décidé de soutenir un certain nombre d'associations dont les projets répondent aux valeurs du sport pour tous, que le territoire souhaite promouvoir.

C'est dans ce cadre qu'un contrat d'objectifs est proposé à la Fédération française de squash , qui participera ainsi à cet évènement d'importance et au développement de la pratique sportive sur tout le territoire.

La Fédération française de patinage a un projet qui s'articule autour du squash.

L'objectif de la Fédération française de squash et son activité s'intègrent parfaitement à l'esprit de la manifestation Marseille Provence Capitale Européenne du Sport.

La Fédération sollicite en conséquence l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer le projet en lien avec cet évènement.

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT D'OBJECTIFS

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à soutenir financièrement le comité régional de natation sous la forme de l'octroi d'une subvention dans le cadre de son projet participant à la conduite de diverses actions retenues afin de faire vivre le label Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport.

ARTICLE 2: DUREE

Ce contrat est conclu au titre de l'année 2016.
Il prendra effet à compter de la date de signature.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Pour la période couvrant la manifestation (2016-2017), l'aide financière au titre du présent contrat d'objectifs s'élève à 40 000 € (quarante mille euros) au titre de la subvention de fonctionnement.

ARTICLE 4 : OBJECTIFS ET ACTIONS A REALISER

La Fédération s'engage à réaliser des activités relevant des objectifs définis en préambule, en cohérence avec les orientations de politique publique, et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution afin de garantir une animation sportive de qualité.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS

La Fédération s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet et à l'affectation définie préalablement.

La Fédération s'engage à mentionner le concours financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport, par tout moyen approprié (logotype sur des publications ...)

Le partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de cette manifestation devra être mentionné dans les articles de presse présentant les soutiens au club.

Pour plus de lisibilité un rapport faisant état des supports de communication sur lesquels apparaissent le logo Métropole Aix-Marseille-Provence et le label, sera adressé au service communication de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Fédération s'engage à mettre à la disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence, si elle en fait la demande, des invitations pour les différentes compétitions auquel les équipes du club participent.

Chacune des parties s'engagera à communiquer aussi souvent que possible ou nécessaire sur l'action partenariale engagée.

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT

La subvention sera créditée en une seule fois au compte de l'association, après signature de la présente convention. Le versement sera effectué sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles suivants.

Le compte de l'association est le suivant :

Bénéficiaire :

Code Banque :

Code guichet :

N° de compte :

Clé RIB :

Domiciliation :

ARTICLE 7: REDDITION DES COMPTES, CONTROLE FINANCIER

La Fédération, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), devra :

- formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 15 décembre de l'année précédant l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel et d'un premier projet de bilan financier à transmettre en mars de l'année de l'exercice considéré;

- conformément à l'art. 10 al. 4 de la loi n°2000 - 321 du 12 avril 2000, fournir chaque année le compte rendu financier de l'emploi de la subvention signé par le Président ou toute personne habilitée, et ce dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée ;

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice. Conformément à l'art. L. 2313-1 CGCT issu de la loi n°92-125 du 6 février 1992, si les subventions annuelles sont supérieures à soixante-quinze mille euros (75 000 €), ou représentent plus de 50% du budget total de l'association, le Président de l'association s'engage à certifier la conformité des comptes annuels transmis à la collectivité.

- communiquer à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le rapport d'activités de l'année écoulée, les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du conseil d'administration et du bureau de l'association avant le 1^{er} mai de l'exercice considéré.

Conformément à l'art. 612-4 du Code de commerce issu de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifiée par la loi du n°2003-706 du 1^{er} août 2003, pour un montant supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 euros) de subventions publiques, le comité :

- doit établir chaque année le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes.

Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles, comprenant le bilan comptable de l'année écoulée.

A compter du 1^{er} janvier 2006, en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005 et du décret 2009-540 du 14 mai 2009, les associations ayant reçu annuellement un total de subventions ou de dons excédant la somme de 153 000 euros, ont l'obligation d'organiser la publicité de ces documents : comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes. Elles doivent les transmettre, via internet, à la Direction des Journaux Officiels dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

ARTICLE 8: MODIFICATION

Toute modification du présent contrat devra faire l'objet d'un avenant adopté dans les mêmes conditions que le contrat initial.

ARTICLE 9: RESILIATION, CADUCITE ET RECUPERATION DES TROP PERÇUS

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

Le présent contrat sera caduque de plein droit en cas de dissolution/liquidation de l'association, ou si l'association ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence précitée.

Dans le cas où la contribution financière excède le coût de la mise en œuvre, le reversement de la différence interviendrait de droit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'une ou l'autre des hypothèses précitées, la liquidation des sommes dues sera faite en tenant compte des actions déjà réalisées et de la valeur des documents établis.

ARTICLE 10: LITIGES

En cas de litige concernant l'application ou l'interprétation du présent contrat, les parties s'engagent, avant tout recours contentieux, à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

En cas de désaccord, tout litige survenant à propos de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat sera soumis au tribunal administratif compétent.

ARTICLE 11: INTUITU PERSONAE

Le présent contrat étant conclu « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12: DIVERS

Le présent contrat d'objectifs, comprenant 12 articles, est établi en 4 exemplaires originaux destinés à chacune des parties.

Fait à _____ ,
Le _____

En quatre exemplaires originaux

**Pour la Fédération française de
squash,
Le Président
..... Jacques FONTAINE**

**Pour la Métropole Aix-Marseille-
Provence**

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

CONTRAT D'OBJECTIFS 2016-2017 ENTRE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE ET LA FEDERATION FRANCAISE DE PATINAGE

Entre les soussignés :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est situé 58 boulevard Charles Livon - 13007 Marseille, SIRET : 200 054 807 00017, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Claude Gaudin;

Ci-après dénommée « la Métropole Aix-Marseille-Provence »

D'une part,

La Fédération française de patinage, dont le siège est situé 14 rue Scandicci 93500 PANTIN SIRET : Représentée par son Président, Monsieur Didier GALHAGUET, habilité à signer le présent contrat,

Ci-après dénommée «la Fédération»

D'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'occasion de l'évènement Marseille Provence Capitale Européenne du Sport, tout au long de l'année 2017 a décidé de soutenir un certain nombre d'associations dont les projets répondent aux valeurs du sport pour tous, que le territoire souhaite promouvoir.

C'est dans ce cadre qu'un contrat d'objectifs est proposé à la Fédération française de patinage, qui participera ainsi à cet évènement d'importance et au développement de la pratique sportive sur tout le territoire.

La Fédération française de patinage a un projet qui s'articule autour du patinage.

L'objectif de la Fédération française de patinage et son activité s'intègrent parfaitement à l'esprit de la manifestation Marseille Provence Capitale Européenne du Sport.

La Fédération sollicite en conséquence l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer le projet en lien avec cet évènement.

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT D'OBJECTIFS

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à soutenir financièrement le comité régional de natation sous la forme de l'octroi d'une subvention dans le cadre de son projet participant à la conduite de diverses actions retenues afin de faire vivre le label Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport.

ARTICLE 2: DUREE

Ce contrat est conclu au titre de l'année 2016.
Il prendra effet à compter de la date de signature.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Pour la période couvrant la manifestation (2016-2017), l'aide financière au titre du présent contrat d'objectifs s'élève à 100 000 € (cent mille euros) au titre de la subvention de fonctionnement.

ARTICLE 4 : OBJECTIFS ET ACTIONS A REALISER

La Fédération s'engage à réaliser des activités relevant des objectifs définis en préambule, en cohérence avec les orientations de politique publique, et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution afin de garantir une animation sportive de qualité.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS

La Fédération s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet et à l'affectation définie préalablement.

La Fédération s'engage à mentionner le concours financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport, par tout moyen approprié (logotype sur des publications ...)

Le partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de cette manifestation devra être mentionné dans les articles de presse présentant les soutiens au club.

Pour plus de lisibilité un rapport faisant état des supports de communication sur lesquels apparaissent le logo Métropole Aix-Marseille-Provence et le label, sera adressé au service communication de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Fédération s'engage à mettre à la disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence, si elle en fait la demande, des invitations pour les différentes compétitions auquel les équipes du club participent.

Chacune des parties s'engagera à communiquer aussi souvent que possible ou nécessaire sur l'action partenariale engagée.

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT

La subvention sera créditée en une seule fois au compte de l'association, après signature de la présente convention. Le versement sera effectué sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles suivants.

Le compte de l'association est le suivant :

Bénéficiaire :

Code Banque :

Code guichet :

N° de compte :

Clé RIB :

Domiciliation :

ARTICLE 7: REDDITION DES COMPTES, CONTROLE FINANCIER

La Fédération, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), devra :

- formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 15 décembre de l'année précédant l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel et d'un premier projet de bilan financier à transmettre en mars de l'année de l'exercice considéré;

- conformément à l'art. 10 al. 4 de la loi n°2000 - 321 du 12 avril 2000, fournir chaque année le compte rendu financier de l'emploi de la subvention signé par le Président ou toute personne habilitée, et ce dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée ;

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice. Conformément à l'art. L. 2313-1 CGCT issu de la loi n°92-125 du 6 février 1992, si les subventions annuelles sont supérieures à soixante-quinze mille euros (75 000 €), ou représentent plus de 50% du budget total de l'association, le Président de l'association s'engage à certifier la conformité des comptes annuels transmis à la collectivité.

- communiquer à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le rapport d'activités de l'année écoulée, les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du conseil d'administration et du bureau de l'association avant le 1^{er} mai de l'exercice considéré.

Conformément à l'art. 612-4 du Code de commerce issu de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifiée par la loi du n°2003-706 du 1^{er} août 2003, pour un montant supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 euros) de subventions publiques, le comité :

- doit établir chaque année le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes.

Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles, comprenant le bilan comptable de l'année écoulée.

A compter du 1^{er} janvier 2006, en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005 et du décret 2009-540 du 14 mai 2009, les associations ayant reçu annuellement un total de subventions ou de dons excédant la somme de 153 000 euros, ont l'obligation d'organiser la publicité de ces documents : comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes. Elles doivent les transmettre, via internet, à la Direction des Journaux Officiels dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

ARTICLE 8: MODIFICATION

Toute modification du présent contrat devra faire l'objet d'un avenant adopté dans les mêmes conditions que le contrat initial.

ARTICLE 9: RESILIATION, CADUCITE ET RECUPERATION DES TROP PERÇUS

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

Le présent contrat sera caduque de plein droit en cas de dissolution/liquidation de l'association, ou si l'association ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence précitée.

Dans le cas où la contribution financière excède le coût de la mise en œuvre, le reversement de la différence interviendrait de droit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'une ou l'autre des hypothèses précitées, la liquidation des sommes dues sera faite en tenant compte des actions déjà réalisées et de la valeur des documents établis.

ARTICLE 10: LITIGES

En cas de litige concernant l'application ou l'interprétation du présent contrat, les parties s'engagent, avant tout recours contentieux, à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

En cas de désaccord, tout litige survenant à propos de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat sera soumis au tribunal administratif compétent.

ARTICLE 11: INTUITU PERSONAE

Le présent contrat étant conclu « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12: DIVERS

Le présent contrat d'objectifs, comprenant 12 articles, est établi en 4 exemplaires originaux destinés à chacune des parties.

Fait à _____ ,
Le _____

En quatre exemplaires originaux

**Pour la Fédération française de
patinage,
Le Président
Didier GALHAQUET**

**Pour la Métropole Aix-Marseille-
Provence**

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

CONTRAT D'OBJECTIFS 2016-2017 ENTRE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE ET LA FEDERATION FRANCAISE DE NATATION

Entre les soussignés :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est situé 58 boulevard Charles Livon - 13007 Marseille, SIRET : 200 054 807 00017, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Claude Gaudin;

Ci-après dénommée « la Métropole Aix-Marseille-Provence »

D'une part,

La Fédération française de natation, dont le siège est situé 14 rue de Scandicci 93500 PANTIN
SIRET :
Représentée par son Président, Monsieur Francis LUYCE, habilité à signer le présent contrat,

Ci-après dénommée «la Fédération»

D'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'occasion de l'évènement Marseille Provence Capitale Européenne du Sport, tout au long de l'année 2017 a décidé de soutenir un certain nombre d'associations dont les projets répondent aux valeurs du sport pour tous, que le territoire souhaite promouvoir.

C'est dans ce cadre qu'un contrat d'objectifs est proposé à la Fédération française de natation, qui participera ainsi à cet évènement d'importance et au développement de la pratique sportive sur tout le territoire.

La Fédération française de patinage a un projet qui s'articule autour du natation.

L'objectif de la Fédération française de natation et son activité s'intègrent parfaitement à l'esprit de la manifestation Marseille Provence Capitale Européenne du Sport.

La Fédération sollicite en conséquence l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer le projet en lien avec cet évènement.

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT D'OBJECTIFS

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à soutenir financièrement le comité régional de natation sous la forme de l'octroi d'une subvention dans le cadre de son projet participant à la conduite de diverses actions retenues afin de faire vivre le label Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport.

ARTICLE 2: DUREE

Ce contrat est conclu au titre de l'année 2016.
Il prendra effet à compter de la date de signature.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Pour la période couvrant la manifestation (2016-2017), l'aide financière au titre du présent contrat d'objectifs s'élève à 20 000 € (vingt mille euros) au titre de la subvention de fonctionnement.

ARTICLE 4 : OBJECTIFS ET ACTIONS A REALISER

La Fédération s'engage à réaliser des activités relevant des objectifs définis en préambule, en cohérence avec les orientations de politique publique, et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution afin de garantir une animation sportive de qualité.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS

La Fédération s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet et à l'affectation définie préalablement.

La Fédération s'engage à mentionner le concours financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport, par tout moyen approprié (logotype sur des publications ...)

Le partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de cette manifestation devra être mentionné dans les articles de presse présentant les soutiens au club.

Pour plus de lisibilité un rapport faisant état des supports de communication sur lesquels apparaissent le logo Métropole Aix-Marseille-Provence et le label, sera adressé au service communication de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Fédération s'engage à mettre à la disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence, si elle en fait la demande, des invitations pour les différentes compétitions auquel les équipes du club participent.

Chacune des parties s'engagera à communiquer aussi souvent que possible ou nécessaire sur l'action partenariale engagée.

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT

La subvention sera créditée en une seule fois au compte de l'association, après signature de la présente convention. Le versement sera effectué sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles suivants.

Le compte de l'association est le suivant :

Bénéficiaire :

Code Banque :

Code guichet :

N° de compte :

Clé RIB :

Domiciliation :

ARTICLE 7: REDDITION DES COMPTES, CONTROLE FINANCIER

La Fédération, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), devra :

- formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 15 décembre de l'année précédant l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel et d'un premier projet de bilan financier à transmettre en mars de l'année de l'exercice considéré;

- conformément à l'art. 10 al. 4 de la loi n°2000 - 321 du 12 avril 2000, fournir chaque année le compte rendu financier de l'emploi de la subvention signé par le Président ou toute personne habilitée, et ce dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée ;

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice. Conformément à l'art. L. 2313-1 CGCT issu de la loi n°92-125 du 6 février 1992, si les subventions annuelles sont supérieures à soixante-quinze mille euros (75 000 €), ou représentent plus de 50% du budget total de l'association, le Président de l'association s'engage à certifier la conformité des comptes annuels transmis à la collectivité.

- communiquer à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le rapport d'activités de l'année écoulée, les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du conseil d'administration et du bureau de l'association avant le 1^{er} mai de l'exercice considéré.

Conformément à l'art. 612-4 du Code de commerce issu de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifiée par la loi du n°2003-706 du 1^{er} août 2003, pour un montant supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 euros) de subventions publiques, le comité :

- doit établir chaque année le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes.

Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles, comprenant le bilan comptable de l'année écoulée.

A compter du 1^{er} janvier 2006, en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005 et du décret 2009-540 du 14 mai 2009, les associations ayant reçu annuellement un total de subventions ou de dons excédant la somme de 153 000 euros, ont l'obligation d'organiser la publicité de ces documents : comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes. Elles doivent les transmettre, via internet, à la Direction des Journaux Officiels dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

ARTICLE 8: MODIFICATION

Toute modification du présent contrat devra faire l'objet d'un avenant adopté dans les mêmes conditions que le contrat initial.

ARTICLE 9: RESILIATION, CADUCITE ET RECUPERATION DES TROP PERÇUS

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

Le présent contrat sera caduque de plein droit en cas de dissolution/liquidation de l'association, ou si l'association ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence précitée.

Dans le cas où la contribution financière excède le coût de la mise en œuvre, le reversement de la différence interviendrait de droit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'une ou l'autre des hypothèses précitées, la liquidation des sommes dues sera faite en tenant compte des actions déjà réalisées et de la valeur des documents établis.

ARTICLE 10: LITIGES

En cas de litige concernant l'application ou l'interprétation du présent contrat, les parties s'engagent, avant tout recours contentieux, à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

En cas de désaccord, tout litige survenant à propos de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat sera soumis au tribunal administratif compétent.

ARTICLE 11: INTUITU PERSONAE

Le présent contrat étant conclu « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12: DIVERS

Le présent contrat d'objectifs, comprenant 12 articles, est établi en 4 exemplaires originaux destinés à chacune des parties.

Fait à _____ ,
Le _____

En quatre exemplaires originaux

Pour la **Fédération française de
natation,**
Le Président
Francis LUYCE

Pour la **Métropole Aix-Marseille-
Provence**

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

CONTRAT D'OBJECTIFS 2016-2017 ENTRE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE ET L'ASSOCIATION ENVOL

Entre les soussignés :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est situé 58 boulevard Charles Livon - 13007 Marseille, SIRET : 200 054 807 00017, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Claude Gaudin;

Ci-après dénommée « la Métropole Aix-Marseille-Provence »

D'une part,

L'Association ENVOL, dont le siège est situé 9 avenue M. Ghiradenni – 13830 ROQUEFORT-LA BEDOULE
SIRET :

Représentée par son Président, Monsieur Jean-Marc CABONI, habilité à signer le présent contrat,

Ci-après dénommée « l'Association »

D'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'occasion de l'évènement Marseille Provence Capitale Européenne du Sport, tout au long de l'année 2017 a décidé de soutenir un certain nombre d'associations dont les projets répondent aux valeurs du sport pour tous, que le territoire souhaite promouvoir.

C'est dans ce cadre qu'un contrat d'objectifs est proposé à l'association ENVOL, qui participera ainsi à cet évènement d'importance et au développement de la pratique sportive sur tout le territoire.

L'association a un projet qui s'articule autour du super challenge des collines.

L'objectif de l'association ENVOL, et son activité s'intègrent parfaitement à l'esprit de la manifestation Marseille Provence Capitale Européenne du Sport.

L'association sollicite en conséquence l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer le projet en lien avec cet évènement.

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT D'OBJECTIFS

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à soutenir financièrement l'association UFOLEP sous la forme de l'octroi d'une subvention dans le cadre de son projet participant à la conduite de diverses actions retenues afin de faire vivre le label Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport.

ARTICLE 2: DUREE

Ce contrat est conclu au titre de l'année 2016.
Il prendra effet à compter de la date de signature.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Pour la période couvrant la manifestation (2016-2017), l'aide financière au titre du présent contrat d'objectifs s'élève à 4 000 € (quatre mille euros) au titre de la subvention de fonctionnement.

ARTICLE 4 : OBJECTIFS ET ACTIONS A REALISER

L'association s'engage à réaliser des activités relevant des objectifs définis en préambule, en cohérence avec les orientations de politique publique, et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution afin de garantir une animation sportive de qualité.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS

L'association s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet et à l'affectation définie préalablement.

L'association s'engage à mentionner le concours financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport, par tout moyen approprié (logotype sur des publications ...)

Le partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de cette manifestation devra être mentionné dans les articles de presse présentant les soutiens au club.

Pour plus de lisibilité, un rapport faisant état des supports de communication sur lesquels apparaissent le logo de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le label, sera adressé au service communication de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'association s'engage à mettre à la disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence, si elle en fait la demande, des invitations pour les différentes compétitions auquel les équipes du club participent.

Chacune des parties s'engagera à communiquer aussi souvent que possible ou nécessaire sur l'action partenariale engagée.

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT

La subvention sera créditée en une seule fois au compte de l'association, après signature de la présente convention. Le versement sera effectué sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles suivants.

Le compte de l'association est le suivant :

Bénéficiaire :

Code Banque :

Code guichet :

N° de compte :

Clé RIB :

Domiciliation :

ARTICLE 7: REDDITION DES COMPTES, CONTROLE FINANCIER

L'association, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), devra :

- formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 15 décembre de l'année précédant l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel et d'un premier projet de bilan financier à transmettre en mars de l'année de l'exercice considéré;

- conformément à l'art. 10 al. 4 de la loi n°2000 - 321 du 12 avril 2000, fournir chaque année le compte rendu financier de l'emploi de la subvention signé par le Président ou toute personne habilitée, et ce dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée ;

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice. Conformément à l'art. L. 2313-1 CGCT issu de la loi n°92-125 du 6 février 1992, si les subventions annuelles sont supérieures à soixante-quinze mille euros (75 000 €), ou représentent plus de 50% du budget total de l'association, le Président de l'association s'engage à certifier la conformité des comptes annuels transmis à la collectivité.

- communiquer à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le rapport d'activités de l'année écoulée, les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du conseil d'administration et du bureau de l'association avant le 1^{er} mai de l'exercice considéré.

Conformément à l'art. 612-4 du Code de commerce issu de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifiée par la loi du n°2003-706 du 1^{er} août 2003, pour un montant supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 euros) de subventions publiques,

l'association :

- doit établir chaque année le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes.

Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles, comprenant le bilan comptable de l'année écoulée.

A compter du 1^{er} janvier 2006, en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005 et du décret 2009-540 du 14 mai 2009, les associations ayant reçu annuellement un total de subventions ou de dons excédant la somme de 153 000 euros, ont l'obligation d'organiser la publicité de ces documents : comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes. Elles doivent les transmettre, via internet, à la Direction des Journaux Officiels dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

ARTICLE 8: MODIFICATION

Toute modification du présent contrat devra faire l'objet d'un avenant adopté dans les mêmes conditions que le contrat initial.

ARTICLE 9: RESILIATION, CADUCITE ET RECUPERATION DES TROP PERÇUS

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

Le présent contrat sera caduque de plein droit en cas de dissolution/liquidation de l'association, ou si l'association ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence précitée.

Dans le cas où la contribution financière excède le coût de la mise en œuvre, le reversement de la différence interviendrait de droit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'une ou l'autre des hypothèses précitées, la liquidation des sommes dues sera faite en tenant compte des actions déjà réalisées et de la valeur des documents établis.

ARTICLE 10: LITIGES

En cas de litige concernant l'application ou l'interprétation du présent contrat, les parties s'engagent, avant tout recours contentieux, à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

En cas de désaccord, tout litige survenant à propos de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat sera soumis au tribunal administratif compétent.

ARTICLE 11: INTUITU PERSONAE

Le présent contrat étant conclu « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12: DIVERS

Le présent contrat d'objectifs, comprenant 12 articles, est établi en 4 exemplaires originaux destinés à chacune des parties.

Fait à _____ ,
Le _____

En quatre exemplaires originaux

Pour l'Association ENVOL, ...
Le .Président
Jean-Marc CABONI

Pour la Métropole Aix-Marseille-
Provence

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

CONTRAT D'OBJECTIFS 2016-2017 ENTRE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE ET LE COMITE REGIONAL DE NATATION

Entre les soussignés :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est situé 58 boulevard Charles Livon - 13007 Marseille, SIRET : 200 054 807 00017, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Claude Gaudin;

Ci-après dénommée « la Métropole Aix-Marseille-Provence »

D'une part,

Le Comité régional de natation, dont le siège est situé 31 rue Max Dormoy, 13004 Marseille, SIRET : Représentée par son Président, Monsieur Raymond TAPPERO, habilité à signer le présent contrat,

Ci-après dénommée « le Comité »

D'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'occasion de l'évènement Marseille Provence Capitale Européenne du Sport, tout au long de l'année 2017 a décidé de soutenir un certain nombre d'associations dont les projets répondent aux valeurs du sport pour tous, que le territoire souhaite promouvoir.

C'est dans ce cadre qu'un contrat d'objectifs est proposé au Comité régional de natation, qui participera ainsi à cet évènement d'importance et au développement de la pratique sportive sur tout le territoire.

Le comité régional de natation a un projet qui s'articule autour de la natation, le meeting open méditerranée.

L'objectif du Comité régional de natation et son activité s'intègrent parfaitement à l'esprit de la manifestation Marseille Provence Capitale Européenne du Sport.

le Comité sollicite en conséquence l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer le projet en lien avec cet évènement.

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT D'OBJECTIFS

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à soutenir financièrement le comité régional de natation sous la forme de l'octroi d'une subvention dans le cadre de son projet participant à la conduite de diverses actions retenues afin de faire vivre le label Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport.

ARTICLE 2: DUREE

Ce contrat est conclu au titre de l'année 2016.
Il prendra effet à compter de la date de signature.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Pour la période couvrant la manifestation (2016-2017), l'aide financière au titre du présent contrat d'objectifs s'élève à 15 000 € (quinze mille euros) au titre de la subvention de fonctionnement.

ARTICLE 4 : OBJECTIFS ET ACTIONS A REALISER

Le comité s'engage à réaliser des activités relevant des objectifs définis en préambule, en cohérence avec les orientations de politique publique, et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution afin de garantir une animation sportive de qualité.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS

Le comité s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet et à l'affectation définie préalablement.

Le comité s'engage à mentionner le concours financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport, par tout moyen approprié (logotype sur des publications ...)

Le partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de cette manifestation devra être mentionné dans les articles de presse présentant les soutiens au club.

Pour plus de lisibilité un rapport faisant état des supports de communication sur lesquels apparaissent le logo Métropole Aix-Marseille-Provence et le label, sera adressé au service communication de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le comité s'engage à mettre à la disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence, si elle en fait la demande, des invitations pour les différentes compétitions auquel les équipes du club participent.

Chacune des parties s'engagera à communiquer aussi souvent que possible ou nécessaire sur l'action partenariale engagée.

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT

La subvention sera créditée en une seule fois au compte de l'association, après signature de la présente convention. Le versement sera effectué sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles suivants.

Le compte de l'association est le suivant :

Bénéficiaire :

Code Banque :

Code guichet :

N° de compte :

Clé RIB :

Domiciliation :

ARTICLE 7: REDDITION DES COMPTES, CONTROLE FINANCIER

Le comité, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), devra :

- formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 15 décembre de l'année précédant l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel et d'un premier projet de bilan financier à transmettre en mars de l'année de l'exercice considéré;

- conformément à l'art. 10 al. 4 de la loi n°2000 - 321 du 12 avril 2000, fournir chaque année le compte rendu financier de l'emploi de la subvention signé par le Président ou toute personne habilitée, et ce dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée ;

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice. Conformément à l'art. L. 2313-1 CGCT issu de la loi n°92-125 du 6 février 1992, si les subventions annuelles sont supérieures à soixante-quinze mille euros (75 000 €), ou représentent plus de 50% du budget total de l'association, le Président de l'association s'engage à certifier la conformité des comptes annuels transmis à la collectivité.

- communiquer à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le rapport d'activités de l'année écoulée, les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du conseil d'administration et du bureau de l'association avant le 1^{er} mai de l'exercice considéré.

Conformément à l'art. 612-4 du Code du commerce issu de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifiée par la loi du n°2003-706 du 1^{er} août 2003, pour un montant supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 euros) de subventions publiques, le comité :

- doit établir chaque année le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes.

Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles, comprenant le bilan comptable de l'année écoulée.

A compter du 1^{er} janvier 2006, en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005 et du décret 2009-540 du 14 mai 2009, les associations ayant reçu annuellement un total de subventions ou de dons excédant la somme de 153 000 euros, ont l'obligation d'organiser la publicité de ces documents : comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes. Elles doivent les transmettre, via internet, à la Direction des Journaux Officiels dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

ARTICLE 8: MODIFICATION

Toute modification du présent contrat devra faire l'objet d'un avenant adopté dans les mêmes conditions que le contrat initial.

ARTICLE 9: RESILIATION, CADUCITE ET RECUPERATION DES TROP PERÇUS

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

Le présent contrat sera caduque de plein droit en cas de dissolution/liquidation de l'association, ou si l'association ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence précitée.

Dans le cas où la contribution financière excède le coût de la mise en œuvre, le reversement de la différence interviendrait de droit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'une ou l'autre des hypothèses précitées, la liquidation des sommes dues sera faite en tenant compte des actions déjà réalisées et de la valeur des documents établis.

ARTICLE 10: LITIGES

En cas de litige concernant l'application ou l'interprétation du présent contrat, les parties s'engagent, avant tout recours contentieux, à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

En cas de désaccord, tout litige survenant à propos de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat sera soumis au tribunal administratif compétent.

ARTICLE 11: INTUITU PERSONAE

Le présent contrat étant conclu « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12: DIVERS

Le présent contrat d'objectifs, comprenant 12 articles, est établi en 4 exemplaires originaux destinés à chacune des parties.

Fait à _____ ,
Le _____

En quatre exemplaires originaux

Pour le **Comité régional de natation,**
.....Le Président
Raymond TAPPERO

Pour la **Métropole Aix-Marseille-
Provence**

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

**CONTRAT D'OBJECTIFS 2016-2017
ENTRE
LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE
ET LE COMITE DES REGATES INTERNATIONALES
D'AVIRON DE MARSEILLE**

Entre les soussignés :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est situé 58 boulevard Charles Livon - 13007 Marseille, SIRET : 200 054 807 00017, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Claude Gaudin;

Ci-après dénommée « la Métropole Aix-Marseille-Provence »

D'une part,

Le Comité des régates internationales d'aviron de Marseille, dont le siège est situé 1 plage de l'Estaque – 13016 Marseille

SIRET :

Représentée par son Président, Monsieur Francis PELEGRI, habilité à signer le présent contrat,

Ci-après dénommée « le Comité »

D'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'occasion de l'évènement Marseille Provence Capitale Européenne du Sport, tout au long de l'année 2017 a décidé de soutenir un certain nombre d'associations dont les projets répondent aux valeurs du sport pour tous, que le territoire souhaite promouvoir.

C'est dans ce cadre qu'un contrat d'objectifs est proposé au Comité des régates internationales d'aviron de Marseille, qui participera ainsi à cet évènement d'importance et au développement de la pratique sportive sur tout le territoire.

Le Comité des régates internationales d'aviron de Marseille a un projet qui s'articule autour de l'aviron.

L'objectif du Comité des régates internationales d'aviron de Marseille et son activité s'intègrent parfaitement à l'esprit de la manifestation Marseille Provence Capitale Européenne du Sport.

le Comité sollicite en conséquence l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer le projet en lien avec cet événement.

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT D'OBJECTIFS

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à soutenir financièrement le Comité des régates internationales d'aviron de Marseille sous la forme de l'octroi d'une subvention dans le cadre de son projet participant à la conduite de diverses actions retenues afin de faire vivre le label Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport.

ARTICLE 2: DUREE

Ce contrat est conclu au titre de l'année 2016.
Il prendra effet à compter de la date de signature.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Pour la période couvrant la manifestation (2016-2017), l'aide financière au titre du présent contrat d'objectifs s'élève à 20 000 € (vingt mille euros) au titre de la subvention de fonctionnement.

ARTICLE 4 : OBJECTIFS ET ACTIONS A REALISER

Le comité s'engage à réaliser des activités relevant des objectifs définis en préambule, en cohérence avec les orientations de politique publique, et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution afin de garantir une animation sportive de qualité.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS

Le comité s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet et à l'affectation définie préalablement.

Le comité s'engage à mentionner le concours financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport, par tout moyen approprié (logotype sur des publications ...)

Le partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de cette manifestation devra être mentionné dans les articles de presse présentant les soutiens au club.

Pour plus de lisibilité un rapport faisant état des supports de communication sur lesquels apparaissent le logo Métropole Aix-Marseille-Provence et le label, sera adressé au service communication de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le comité s'engage à mettre à la disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence, si elle en fait la demande, des invitations pour les différentes compétitions auquel les équipes du club participent.

Chacune des parties s'engagera à communiquer aussi souvent que possible ou nécessaire sur l'action partenariale engagée.

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT

La subvention sera créditée en une seule fois au compte de l'association, après signature de la présente convention. Le versement sera effectué sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles suivants.

Le compte de l'association est le suivant :

Bénéficiaire :
Code Banque :
Code guichet :
N° de compte :
Clé RIB :
Domiciliation :

ARTICLE 7: REDDITION DES COMPTES, CONTROLE FINANCIER

Le comité, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), devra :

- formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 15 décembre de l'année précédant l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel et d'un premier projet de bilan financier à transmettre en mars de l'année de l'exercice considéré;

- conformément à l'art. 10 al. 4 de la loi n°2000 - 321 du 12 avril 2000, fournir chaque année le compte rendu financier de l'emploi de la subvention signé par le Président ou toute personne habilitée, et ce dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée ;

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice. Conformément à l'art. L. 2313-1 CGCT issu de la loi n°92-125 du 6 février 1992, si les subventions annuelles sont supérieures à soixante-quinze mille euros (75 000 €), ou représentent plus de 50% du budget total de l'association, le Président de l'association s'engage à certifier la conformité des comptes annuels transmis à la collectivité.

- communiquer à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le rapport d'activités de l'année écoulée, les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du conseil d'administration et du bureau de l'association avant le 1^{er} mai de l'exercice considéré.

Conformément à l'art. 612-4 du Code de commerce issu de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifiée par la loi du n°2003-706 du 1^{er} août 2003, pour un montant supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 euros) de subventions publiques, le comité :

- doit établir chaque année le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes.

Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles, comprenant le bilan comptable de l'année écoulée.

A compter du 1^{er} janvier 2006, en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005 et du décret 2009-540 du 14 mai 2009, les associations ayant reçu annuellement un total de subventions ou de dons excédant la somme de 153 000 euros, ont l'obligation d'organiser la publicité de ces documents : comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes. Elles doivent les transmettre, via internet, à la Direction des Journaux Officiels dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

ARTICLE 8: MODIFICATION

Toute modification du présent contrat devra faire l'objet d'un avenant adopté dans les mêmes conditions que le contrat initial.

ARTICLE 9: RESILIATION, CADUCITE ET RECUPERATION DES TROP PERÇUS

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

Le présent contrat sera caduque de plein droit en cas de dissolution/liquidation de l'association, ou si l'association ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence précitée.

Dans le cas où la contribution financière excède le coût de la mise en œuvre, le reversement de la différence interviendrait de droit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'une ou l'autre des hypothèses précitées, la liquidation des sommes dues sera faite en tenant compte des actions déjà réalisées et de la valeur des documents établis.

ARTICLE 10: LITIGES

En cas de litige concernant l'application ou l'interprétation du présent contrat, les parties s'engagent, avant tout recours contentieux, à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

En cas de désaccord, tout litige survenant à propos de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat sera soumis au tribunal administratif compétent.

ARTICLE 11: INTUITU PERSONAE

Le présent contrat étant conclu « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12: DIVERS

Le présent contrat d'objectifs, comprenant 12 articles, est établi en 4 exemplaires originaux destinés à chacune des parties.

Fait à _____ ,
Le _____

En quatre exemplaires originaux

Pour le **Comité des régates
internationales d'aviron de Marseille,**
Le Président,
Monsieur Francis PELEGRI

Pour la **Métropole Aix-Marseille-
Provence**

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

CONTRAT D'OBJECTIFS 2016-2017 ENTRE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE ET LE COMITE DEPARTEMENTAL HANDISPORT

Entre les soussignés :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est situé 58 boulevard Charles Livon - 13007 Marseille, SIRET : 200 054 807 00017, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Claude Gaudin;

Ci-après dénommée « la Métropole Aix-Marseille-Provence »

D'une part,

Le Comité départemental Handisport, dont le siège est situé
SIRET :
Représentée par sa Présidente, Madame, habilitée à signer le présent contrat,

Ci-après dénommée « le Comité »

D'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'occasion de l'évènement Marseille Provence Capitale Européenne du Sport, tout au long de l'année 2017 a décidé de soutenir un certain nombre d'associations dont les projets répondent aux valeurs du sport pour tous, que le territoire souhaite promouvoir.

C'est dans ce cadre qu'un contrat d'objectifs est proposé au Comité départemental Handisport, qui participera ainsi à cet évènement d'importance et au développement de la pratique sportive sur tout le territoire.

Le Comité départemental Handisport a un projet qui s'articule autour du handicap et du sport.

L'objectif du Comité départemental Handisport et son activité s'intègrent parfaitement à l'esprit de la manifestation Marseille Provence Capitale Européenne du Sport.

le Comité sollicite en conséquence l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer le projet en lien avec cet évènement.

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT D'OBJECTIFS

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à soutenir financièrement le Comité départemental Handisport sous la forme de l'octroi d'une subvention dans le cadre de son projet participant à la conduite de diverses actions retenues afin de faire vivre le label Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport.

ARTICLE 2: DUREE

Ce contrat est conclu au titre de l'année 2016.
Il prendra effet à compter de la date de signature.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Pour la période couvrant la manifestation (2016-2017), l'aide financière au titre du présent contrat d'objectifs s'élève à 20 000 € (vingt mille euros) au titre de la subvention de fonctionnement.

ARTICLE 4 : OBJECTIFS ET ACTIONS A REALISER

Le comité s'engage à réaliser des activités relevant des objectifs définis en préambule, en cohérence avec les orientations de politique publique, et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution afin de garantir une animation sportive de qualité.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS

Le comité s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet et à l'affectation définie préalablement.

Le comité s'engage à mentionner le concours financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport, par tout moyen approprié (logotype sur des publications ...)

Le partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de cette manifestation devra être mentionné dans les articles de presse présentant les soutiens au club.

Pour plus de lisibilité un rapport faisant état des supports de communication sur lesquels apparaissent le logo Métropole Aix-Marseille-Provence et le label, sera adressé au service communication de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le comité s'engage à mettre à la disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence, si elle en fait la demande, des invitations pour les différentes compétitions auquel les équipes du club participent.

Chacune des parties s'engagera à communiquer aussi souvent que possible ou nécessaire sur l'action partenariale engagée.

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT

La subvention sera créditée en une seule fois au compte de l'association, après signature de la présente convention. Le versement sera effectué sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles suivants.

Le compte de l'association est le suivant :

Bénéficiaire :

Code Banque :

Code guichet :

N° de compte :

Clé RIB :

Domiciliation :

ARTICLE 7: REDDITION DES COMPTES, CONTROLE FINANCIER

Le comité, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), devra :

- formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 15 décembre de l'année précédant l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel et d'un premier projet de bilan financier à transmettre en mars de l'année de l'exercice considéré;

- conformément à l'art. 10 al. 4 de la loi n°2000 - 321 du 12 avril 2000, fournir chaque année le compte rendu financier de l'emploi de la subvention signé par le Président ou toute personne habilitée, et ce dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée ;

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice. Conformément à l'art. L. 2313-1 CGCT issu de la loi n°92-125 du 6 février 1992, si les subventions annuelles sont supérieures à soixante-quinze mille euros (75 000 €), ou représentent plus de 50% du budget total de l'association, le Président de l'association s'engage à certifier la conformité des comptes annuels transmis à la collectivité.

- communiquer à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le rapport d'activités de l'année écoulée, les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du conseil d'administration et du bureau de l'association avant le 1^{er} mai de l'exercice considéré.

Conformément à l'art. 612-4 du Code de commerce issu de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifiée par la loi du n°2003-706 du 1^{er} août 2003, pour un montant supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 euros) de subventions publiques, le comité :

- doit établir chaque année le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes.

Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles, comprenant le bilan comptable de l'année écoulée.

A compter du 1^{er} janvier 2006, en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005 et du décret 2009-540 du 14 mai 2009, les associations ayant reçu annuellement un total de subventions ou de dons excédant la somme de 153 000 euros, ont l'obligation d'organiser la publicité de ces documents : comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes. Elles doivent les transmettre, via internet, à la Direction des Journaux Officiels dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

ARTICLE 8: MODIFICATION

Toute modification du présent contrat devra faire l'objet d'un avenant adopté dans les mêmes conditions que le contrat initial.

ARTICLE 9: RESILIATION, CADUCITE ET RECUPERATION DES TROP PERÇUS

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

Le présent contrat sera caduque de plein droit en cas de dissolution/liquidation de l'association, ou si l'association ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence précitée.

Dans le cas où la contribution financière excède le coût de la mise en œuvre, le reversement de la différence interviendrait de droit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'une ou l'autre des hypothèses précitées, la liquidation des sommes dues sera faite en tenant compte des actions déjà réalisées et de la valeur des documents établis.

ARTICLE 10: LITIGES

En cas de litige concernant l'application ou l'interprétation du présent contrat, les parties s'engagent, avant tout recours contentieux, à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

En cas de désaccord, tout litige survenant à propos de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat sera soumis au tribunal administratif compétent.

ARTICLE 11: INTUITU PERSONAE

Le présent contrat étant conclu « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12: DIVERS

Le présent contrat d'objectifs, comprenant 12 articles, est établi en 4 exemplaires originaux destinés à chacune des parties.

Fait à _____ ,
Le _____

En quatre exemplaires originaux

Pour le **Comité départemental
Handisport,**
.....Le ..Président

Pour la **Métropole Aix-Marseille-
Provence**

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

CONTRAT D'OBJECTIFS 2016-2017 ENTRE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE ET LE COMITE DEPARTEMENTAL 13 PETANQUE

Entre les soussignés :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est situé 58 boulevard Charles Livon - 13007 Marseille, SIRET : 200 054 807 00017, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Claude Gaudin;

Ci-après dénommée « la Métropole Aix-Marseille-Provence »

D'une part,

Le Comité départemental 13 pétanque, dont le siège est situé 2 rue André Isaia – 13013 SIRET : Représentée par sa Présidente, Madame Patricia JEANJEAN, habilitée à signer le présent contrat,

Ci-après dénommée « le Comité »

D'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'occasion de l'évènement Marseille Provence Capitale Européenne du Sport, tout au long de l'année 2017 a décidé de soutenir un certain nombre d'associations dont les projets répondent aux valeurs du sport pour tous, que le territoire souhaite promouvoir.

C'est dans ce cadre qu'un contrat d'objectifs est proposé au Comité départemental 13 pétanque, qui participera ainsi à cet évènement d'importance et au développement de la pratique sportive sur tout le territoire.

Le Comité départemental 13 pétanque a un projet qui s'articule autour de la finale des masters de pétanque.

L'objectif du Comité départemental 13 pétanque et son activité s'intègrent parfaitement à l'esprit de la manifestation Marseille Provence Capitale Européenne du Sport.

Le Comité sollicite en conséquence l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer le projet en lien avec cet évènement.

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT D'OBJECTIFS

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à soutenir financièrement le Comité départemental 13 pétanque sous la forme de l'octroi d'une subvention dans le cadre de son projet participant à la conduite de diverses actions retenues afin de faire vivre le label Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport.

ARTICLE 2: DUREE

Ce contrat est conclu au titre de l'année 2016.
Il prendra effet à compter de la date de signature.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Pour la période couvrant la manifestation (2016-2017), l'aide financière au titre du présent contrat d'objectifs s'élève à 10 000 € (dix mille euros) au titre de la subvention de fonctionnement.

ARTICLE 4 : OBJECTIFS ET ACTIONS A REALISER

Le comité s'engage à réaliser des activités relevant des objectifs définis en préambule, en cohérence avec les orientations de politique publique, et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution afin de garantir une animation sportive de qualité.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS

Le comité s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet et à l'affectation définie préalablement.

Le comité s'engage à mentionner le concours financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport, par tout moyen approprié (logotype sur des publications ...)

Le partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de cette manifestation devra être mentionné dans les articles de presse présentant les soutiens au club.

Pour plus de lisibilité un rapport faisant état des supports de communication sur lesquels apparaissent le logo Métropole Aix-Marseille-Provence et le label, sera adressé au service communication de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le comité s'engage à mettre à la disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence, si elle en fait la demande, des invitations pour les différentes compétitions auquel les équipes du club participent.

Chacune des parties s'engagera à communiquer aussi souvent que possible ou nécessaire sur l'action partenariale engagée.

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT

La subvention sera créditée en une seule fois au compte de l'association, après signature de la présente convention. Le versement sera effectué sous réserve du respect par le comité des obligations mentionnées aux articles suivants.

Le compte de l'association est le suivant :

Bénéficiaire :

Code Banque :

Code guichet :

N° de compte :

Clé RIB :

Domiciliation :

ARTICLE 7: REDDITION DES COMPTES, CONTROLE FINANCIER

Le comité, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), devra :

- formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 15 décembre de l'année précédant l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel et d'un premier projet de bilan financier à transmettre en mars de l'année de l'exercice considéré;

- conformément à l'art. 10 al. 4 de la loi n°2000 - 321 du 12 avril 2000, fournir chaque année le compte rendu financier de l'emploi de la subvention signé par le Président ou toute personne habilitée, et ce dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée ;

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice. Conformément à l'art. L. 2313-1 CGCT issu de la loi n°92-125 du 6 février 1992, si les subventions annuelles sont supérieures à soixante-quinze mille euros (75 000 €), ou représentent plus de 50% du budget total de l'association, le Président de l'association s'engage à certifier la conformité des comptes annuels transmis à la collectivité.

- communiquer à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le rapport d'activités de l'année écoulée, les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du conseil d'administration et du bureau de l'association avant le 1^{er} mai de l'exercice considéré.

Conformément à l'art. 612-4 du Code de commerce issu de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifiée par la loi du n°2003-706 du 1^{er} août 2003, pour un montant supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 euros) de subventions publiques, le comité :

- doit établir chaque année le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes.

Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles, comprenant le bilan comptable de l'année écoulée.

A compter du 1^{er} janvier 2006, en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005 et du décret 2009-540 du 14 mai 2009, les associations ayant reçu annuellement un total de subventions ou de dons excédant la somme de 153 000 euros, ont l'obligation d'organiser la publicité de ces documents : comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes. Elles doivent les transmettre, via internet, à la Direction des Journaux Officiels dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

ARTICLE 8: MODIFICATION

Toute modification du présent contrat devra faire l'objet d'un avenant adopté dans les mêmes conditions que le contrat initial.

ARTICLE 9: RESILIATION, CADUCITE ET RECUPERATION DES TROP PERÇUS

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

Le présent contrat sera caduque de plein droit en cas de dissolution/liquidation de l'association, ou si l'association ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence précitée.

Dans le cas où la contribution financière excède le coût de la mise en œuvre, le reversement de la différence interviendrait de droit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'une ou l'autre des hypothèses précitées, la liquidation des sommes dues sera faite en tenant compte des actions déjà réalisées et de la valeur des documents établis.

ARTICLE 10: LITIGES

En cas de litige concernant l'application ou l'interprétation du présent contrat, les parties s'engagent, avant tout recours contentieux, à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

En cas de désaccord, tout litige survenant à propos de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat sera soumis au tribunal administratif compétent.

ARTICLE 11: INTUITU PERSONAE

Le présent contrat étant conclu « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12: DIVERS

Le présent contrat d'objectifs, comprenant 12 articles, est établi en 4 exemplaires originaux destinés à chacune des parties.

Fait à _____ ,
Le _____

En quatre exemplaires originaux

**Pour le Comité départemental 13
pétanque**
La Présidente
Patricia JEANJEAN

**Pour la Métropole Aix-Marseille-
Provence**

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

CONTRAT D'OBJECTIFS 2016-2017 ENTRE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE ET L'ASSOCIATION COTE BLEUE PASSION

Entre les soussignés :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est situé 58 boulevard Charles Livon - 13007 Marseille, SIRET : 200 054 807 00017, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Claude Gaudin;

Ci-après dénommée « la Métropole Aix-Marseille-Provence »

D'une part,

L'Association Côte Bleue Passion, dont le siège est situé 31 avenue Jean Bart - BP 42-13620 Marseille.

SIRET :

Représentée par son Président, Monsieur François NAPOLI, habilité à signer le présent contrat,

Ci-après dénommée « l'Association »

D'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'occasion de l'évènement Marseille Provence Capitale Européenne du Sport, tout au long de l'année 2017 a décidé de soutenir un certain nombre d'associations dont les projets répondent aux valeurs du sport pour tous, que le territoire souhaite promouvoir.

C'est dans ce cadre qu'un contrat d'objectifs est proposé à l'association Côte Bleue Passion, qui participera ainsi à cet évènement d'importance et au développement de la pratique sportive sur tout le territoire.

L'association a un projet qui s'articule autour de l'observatoire du parc marin de la Côte bleue.

L'objectif de l'association Côte Bleue Passion et son activité s'intègrent parfaitement à l'esprit de la manifestation Marseille Provence Capitale Européenne du Sport.

L'association sollicite en conséquence l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer le projet en lien avec cet évènement.

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT D'OBJECTIFS

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à soutenir financièrement l'association Côte Bleue Passion sous la forme de l'octroi d'une subvention dans le cadre de son projet participant à la conduite de diverses actions retenues afin de faire vivre le label Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport.

ARTICLE 2: DUREE

Ce contrat est conclu au titre de l'année 2016.
Il prendra effet à compter de la date de signature.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Pour la période couvrant la manifestation (2016-2017), l'aide financière au titre du présent contrat d'objectifs s'élève à 3 000 € (trois mille euros) au titre de la subvention de fonctionnement.

ARTICLE 4 : OBJECTIFS ET ACTIONS A REALISER

L'association s'engage à réaliser des activités relevant des objectifs définis en préambule, en cohérence avec les orientations de politique publique, et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution afin de garantir une animation sportive de qualité.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS

L'association s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet et à l'affectation définie préalablement.

L'association s'engage à mentionner le concours financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport, par tout moyen approprié (logotype sur des publications ...)

Le partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de cette manifestation devra être mentionné dans les articles de presse présentant les soutiens au club.

Pour plus de lisibilité, un rapport faisant état des supports de communication sur lesquels apparaissent le logo de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le label, sera adressé au service communication de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'association s'engage à mettre à la disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence, si elle en fait la demande, des invitations pour les différentes compétitions auquel les équipes du club participent.

Chacune des parties s'engagera à communiquer aussi souvent que possible ou nécessaire sur l'action partenariale engagée.

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT

La subvention sera créditée en une seule fois au compte de l'association, après signature de la présente convention. Le versement sera effectué sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles suivants.

Le compte de l'association est le suivant :

Bénéficiaire :

Code Banque :

Code guichet :

N° de compte :

Clé RIB :

Domiciliation :

ARTICLE 7: REDDITION DES COMPTES, CONTROLE FINANCIER

L'association, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), devra :

- formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 15 décembre de l'année précédant l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel et d'un premier projet de bilan financier à transmettre en mars de l'année de l'exercice considéré;

- conformément à l'art. 10 al. 4 de la loi n°2000 - 321 du 12 avril 2000, fournir chaque année le compte rendu financier de l'emploi de la subvention signé par le Président ou toute personne habilitée, et ce dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée ;

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice. Conformément à l'art. L. 2313-1 CGCT issu de la loi n°92-125 du 6 février 1992, si les subventions annuelles sont supérieures à soixante-quinze mille euros (75 000 €), ou représentent plus de 50% du budget total de l'association, le Président de l'association s'engage à certifier la conformité des comptes annuels transmis à la collectivité.

- communiquer à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le rapport d'activités de l'année écoulée, les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du conseil d'administration et du bureau de l'association avant le 1^{er} mai de l'exercice considéré.

Conformément à l'art. 612-4 du Code de commerce issu de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifiée par la loi du n°2003-706 du 1^{er} août 2003, pour un montant supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 euros) de subventions publiques,

l'association :

- doit établir chaque année le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes.

Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles, comprenant le bilan comptable de l'année écoulée.

A compter du 1^{er} janvier 2006, en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005 et du décret 2009-540 du 14 mai 2009, les associations ayant reçu annuellement un total de subventions ou de dons excédant la somme de 153 000 euros, ont l'obligation d'organiser la publicité de ces documents : comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes. Elles doivent les transmettre, via internet, à la Direction des Journaux Officiels dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

ARTICLE 8: MODIFICATION

Toute modification du présent contrat devra faire l'objet d'un avenant adopté dans les mêmes conditions que le contrat initial.

ARTICLE 9: RESILIATION, CADUCITE ET RECUPERATION DES TROP PERÇUS

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

Le présent contrat sera caduque de plein droit en cas de dissolution/liquidation de l'association, ou si l'association ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence précitée.

Dans le cas où la contribution financière excède le coût de la mise en œuvre, le reversement de la différence interviendrait de droit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'une ou l'autre des hypothèses précitées, la liquidation des sommes dues sera faite en tenant compte des actions déjà réalisées et de la valeur des documents établis.

ARTICLE 10: LITIGES

En cas de litige concernant l'application ou l'interprétation du présent contrat, les parties

s'engagent, avant tout recours contentieux, à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

En cas de désaccord, tout litige survenant à propos de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat sera soumis au tribunal administratif compétent.

ARTICLE 11: INTUITU PERSONAE

Le présent contrat étant conclu « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12: DIVERS

Le présent contrat d'objectifs, comprenant 12 articles, est établi en 4 exemplaires originaux destinés à chacune des parties.

Fait à _____ ,
Le _____

En quatre exemplaires originaux

**Pour l'Association Côte Bleue
Passion**
Le Président
François NAPOLI

**Pour la Métropole Aix-Marseille-
Provence**

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

CONTRAT D'OBJECTIFS 2016-2017 ENTRE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE ET LE CLUB DE TENNIS DE ROQUEFORT-LA BEDOULE

Entre les soussignés :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est situé 58 boulevard Charles Livon - 13007 Marseille, SIRET : 200 054 807 00017, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Claude Gaudin;

Ci-après dénommée « la Métropole Aix-Marseille-Provence »

D'une part,

Le Club de Tennis de Roquefort-La Bédoule, dont le siège est situé
SIRET :
Représentée par sa Présidente, Madame, habilitée à signer le présent contrat,

Ci-après dénommée « le Club »

D'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIVIT :

PREAMBULE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'occasion de l'évènement Marseille Provence Capitale Européenne du Sport, tout au long de l'année 2017 a décidé de soutenir un certain nombre d'associations dont les projets répondent aux valeurs du sport pour tous, que le territoire souhaite promouvoir.

C'est dans ce cadre qu'un contrat d'objectifs est proposé au Club de Tennis de Roquefort-La Bédoule, qui participera ainsi à cet évènement d'importance et au développement de la pratique sportive sur tout le territoire.

Le Club de Tennis de Roquefort-La Bédoule a un projet qui s'articule autour du 9^e tournoi national de tennis handisport.

L'objectif du Club de Tennis de Roquefort-La Bédoule et son activité s'intègrent parfaitement à l'esprit de la manifestation Marseille Provence Capitale Européenne du Sport.

Le Club sollicite en conséquence l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer le projet en lien avec cet évènement.

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT D'OBJECTIFS

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à soutenir financièrement le Club de Tennis de Roquefort-La Bédoule sous la forme de l'octroi d'une subvention dans le cadre de son projet participant à la conduite de diverses actions retenues afin de faire vivre le label Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport.

ARTICLE 2: DUREE

Ce contrat est conclu au titre de l'année 2016.
Il prendra effet à compter de la date de signature.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Pour la période couvrant la manifestation (2016-2017), l'aide financière au titre du présent contrat d'objectifs s'élève à 4 000 € (quatre mille euros) au titre de la subvention de fonctionnement.

ARTICLE 4 : OBJECTIFS ET ACTIONS A REALISER

Le Club s'engage à réaliser des activités relevant des objectifs définis en préambule, en cohérence avec les orientations de politique publique, et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution afin de garantir une animation sportive de qualité.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS

Le Club s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet et à l'affectation définie préalablement.

Le Club s'engage à mentionner le concours financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport, par tout moyen approprié (logotype sur des publications ...)

Le partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de cette manifestation devra être mentionné dans les articles de presse présentant les soutiens au club.

Pour plus de lisibilité un rapport faisant état des supports de communication sur lesquels apparaissent le logo Métropole Aix-Marseille-Provence et le label, sera adressé au service communication de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le Club s'engage à mettre à la disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence, si elle en fait la demande, des invitations pour les différentes compétitions auquel les équipes du club participent.

Chacune des parties s'engagera à communiquer aussi souvent que possible ou nécessaire sur l'action partenariale engagée.

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT

La subvention sera créditée en une seule fois au compte de l'association, après signature de la présente convention. Le versement sera effectué sous réserve du respect par le Club des obligations mentionnées aux articles suivants.

Le compte de l'association est le suivant :

Bénéficiaire :

Code Banque :

Code guichet :

N° de compte :

Clé RIB :

Domiciliation :

ARTICLE 7: REDDITION DES COMPTES, CONTROLE FINANCIER

Le Club, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), devra :

- formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 15 décembre de l'année précédant l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel et d'un premier projet de bilan financier à transmettre en mars de l'année de l'exercice considéré;

- conformément à l'art. 10 al. 4 de la loi n°2000 - 321 du 12 avril 2000, fournir chaque année le compte rendu financier de l'emploi de la subvention signé par le Président ou toute personne habilitée, et ce dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée ;

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice. Conformément à l'art. L. 2313-1 CGCT issu de la loi n°92-125 du 6 février 1992, si les subventions annuelles sont supérieures à soixante-quinze mille euros (75 000 €), ou représentent plus de 50% du budget total de l'association, le Président de l'association s'engage à certifier la conformité des comptes annuels transmis à la collectivité.

- communiquer à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le rapport d'activités de l'année écoulée, les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du conseil d'administration et du bureau de l'association avant le 1^{er} mai de l'exercice considéré.

Conformément à l'art. 612-4 du Code de commerce issu de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifiée par la loi du n°2003-706 du 1^{er} août 2003, pour un montant supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 euros) de subventions publiques,

le Club :

- doit établir chaque année le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes.

Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles, comprenant le bilan comptable de l'année écoulée.

A compter du 1^{er} janvier 2006, en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005 et du décret 2009-540 du 14 mai 2009, les associations ayant reçu annuellement un total de subventions ou de dons excédant la somme de 153 000 euros, ont l'obligation d'organiser la publicité de ces documents : comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes. Elles doivent les transmettre, via internet, à la Direction des Journaux Officiels dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En cas de modification dans le domaine comptable, le Club s'engage à appliquer les nouvelles directives.

ARTICLE 8: MODIFICATION

Toute modification du présent contrat devra faire l'objet d'un avenant adopté dans les mêmes conditions que le contrat initial.

ARTICLE 9: RESILIATION, CADUCITE ET RECUPERATION DES TROP PERÇUS

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

Le présent contrat sera caduque de plein droit en cas de dissolution/liquidation de l'association, ou si l'association ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence précitée.

Dans le cas où la contribution financière excède le coût de la mise en œuvre, le reversement de la différence interviendrait de droit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'une ou l'autre des hypothèses précitées, la liquidation des sommes dues sera faite en tenant compte des actions déjà réalisées et de la valeur des documents établis.

ARTICLE 10: LITIGES

En cas de litige concernant l'application ou l'interprétation du présent contrat, les parties s'engagent, avant tout recours contentieux, à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

En cas de désaccord, tout litige survenant à propos de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat sera soumis au tribunal administratif compétent.

ARTICLE 11: INTUITU PERSONAE

Le présent contrat étant conclu « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12: DIVERS

Le présent contrat d'objectifs, comprenant 12 articles, est établi en 4 exemplaires originaux destinés à chacune des parties.

Fait à _____ ,
Le _____

En quatre exemplaires originaux

Pour le Club de Tennis de Roquefort-La
Bédoule,
Le Président

**Pour la Métropole Aix-Marseille-
Provence**

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

CONTRAT D'OBJECTIFS 2016-2017 ENTRE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE ET LE CLUB TAMBOURIN DES PENNES MIRABEAU

Entre les soussignés :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est situé 58 boulevard Charles Livon - 13007 Marseille, SIRET : 200 054 807 00017, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Claude Gaudin;

Ci-après dénommée « la Métropole Aix-Marseille-Provence »

D'une part,

Le Club Tambourin des Pennes-Mirabeau, dont le siège est situé 6 rue du Souvenir – 13170 LES PENNES MIRABEAU
SIRET :

Représentée par son Président, Monsieur Philippe GOUNEAUD, habilité à signer le présent contrat,

Ci-après dénommée « le Club »

D'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'occasion de l'évènement Marseille Provence Capitale Européenne du Sport, tout au long de l'année 2017 a décidé de soutenir un certain nombre d'associations dont les projets répondent aux valeurs du sport pour tous, que le territoire souhaite promouvoir.

C'est dans ce cadre qu'un contrat d'objectifs est proposé au Club Tambourin, qui participera ainsi à cet évènement d'importance et au développement de la pratique sportive sur tout le territoire.

Le Club Tambourin a un projet qui s'articule autour du 11^e mondial de sport aux tambourins et 20^e tournoi international des Pennes-Mirabeau.

L'objectif du Club Tambourin et son activité s'intègrent parfaitement à l'esprit de la manifestation Marseille Provence Capitale Européenne du Sport.

Le Club sollicite en conséquence l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer le projet en lien avec cet évènement.

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT D'OBJECTIFS

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à soutenir financièrement le Club Tambourin sous la forme de l'octroi d'une subvention dans le cadre de son projet participant à la conduite de diverses actions retenues afin de faire vivre le label Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport.

ARTICLE 2: DUREE

Ce contrat est conclu au titre de l'année 2016.
Il prendra effet à compter de la date de signature.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Pour la période couvrant la manifestation (2016-2017), l'aide financière au titre du présent contrat d'objectifs s'élève à 6 000 € (six mille euros) au titre de la subvention de fonctionnement.

ARTICLE 4 : OBJECTIFS ET ACTIONS A REALISER

Le Club s'engage à réaliser des activités relevant des objectifs définis en préambule, en cohérence avec les orientations de politique publique, et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution afin de garantir une animation sportive de qualité.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS

Le Club s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet et à l'affectation définie préalablement.

Le Club s'engage à mentionner le concours financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport, par tout moyen approprié (logotype sur des publications ...)

Le partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de cette manifestation devra être mentionné dans les articles de presse présentant les soutiens au club.

Pour plus de lisibilité un rapport faisant état des supports de communication sur lesquels apparaissent le logo Métropole Aix-Marseille-Provence et le label, sera adressé au service communication de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le Club s'engage à mettre à la disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence, si elle en fait la demande, des invitations pour les différentes compétitions auquel les équipes du club participent.

Chacune des parties s'engagera à communiquer aussi souvent que possible ou nécessaire sur l'action partenariale engagée.

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT

La subvention sera créditée en une seule fois au compte de l'association, après signature de la présente convention. Le versement sera effectué sous réserve du respect par le Club des obligations mentionnées aux articles suivants.

Le compte de l'association est le suivant :

Bénéficiaire :

Code Banque :

Code guichet :

N° de compte :

Clé RIB :

Domiciliation :

ARTICLE 7: REDDITION DES COMPTES, CONTROLE FINANCIER

Le Club, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), devra :

- formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 15 décembre de l'année précédant l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel et d'un premier projet de bilan financier à transmettre en mars de l'année de l'exercice considéré;

- conformément à l'art. 10 al. 4 de la loi n°2000 - 321 du 12 avril 2000, fournir chaque année le compte rendu financier de l'emploi de la subvention signé par le Président ou toute personne habilitée, et ce dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée ;

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice. Conformément à l'art. L. 2313-1 CGCT issu de la loi n°92-125 du 6 février 1992, si les subventions annuelles sont supérieures à soixante-quinze mille euros (75 000 €), ou représentent plus de 50% du budget total de l'association, le Président de l'association s'engage à certifier la conformité des comptes annuels transmis à la collectivité.

- communiquer à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le rapport d'activités de l'année écoulée, les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du conseil d'administration et du bureau de l'association avant le 1^{er} mai de l'exercice considéré.

Conformément à l'art. 612-4 du Code du commerce issu de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifiée par la loi du n°2003-706 du 1^{er} août 2003, pour un montant supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 euros) de subventions publiques,

le Club :

- doit établir chaque année le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes.

Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles, comprenant le bilan comptable de l'année écoulée.

A compter du 1^{er} janvier 2006, en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005 et du décret 2009-540 du 14 mai 2009, les associations ayant reçu annuellement un total de subventions ou de dons excédant la somme de 153 000 euros, ont l'obligation d'organiser la publicité de ces documents : comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes. Elles doivent les transmettre, via internet, à la Direction des Journaux Officiels dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En cas de modification dans le domaine comptable, le Club s'engage à appliquer les nouvelles directives.

ARTICLE 8: MODIFICATION

Toute modification du présent contrat devra faire l'objet d'un avenant adopté dans les mêmes conditions que le contrat initial.

ARTICLE 9: RESILIATION, CADUCITE ET RECUPERATION DES TROP PERÇUS

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

Le présent contrat sera caduque de plein droit en cas de dissolution/liquidation de l'association, ou si l'association ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence précitée.

Dans le cas où la contribution financière excède le coût de la mise en œuvre, le reversement de la différence interviendrait de droit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'une ou l'autre des hypothèses précitées, la liquidation des sommes dues sera faite en tenant compte des actions déjà réalisées et de la valeur des documents établis.

ARTICLE 10: LITIGES

En cas de litige concernant l'application ou l'interprétation du présent contrat, les parties s'engagent, avant tout recours contentieux, à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

En cas de désaccord, tout litige survenant à propos de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat sera soumis au tribunal administratif compétent.

ARTICLE 11: INTUITU PERSONAE

Le présent contrat étant conclu « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12: DIVERS

Le présent contrat d'objectifs, comprenant 12 articles, est établi en 4 exemplaires originaux destinés à chacune des parties.

Fait à _____ ,
Le _____

En quatre exemplaires originaux

Pour le Club Tambourin des Pennes-
Mirabeau,
Le Président
Philippe GOUNEAUD

**Pour la Métropole Aix-Marseille-
Provence**

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

CONTRAT D'OBJECTIFS 2016-2017 ENTRE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE ET LA CINEMATHEQUE DE MARSEILLE

Entre les soussignés :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est situé 58 boulevard Charles Livon - 13007 Marseille, SIRET : 200 054 807 00017, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Claude Gaudin;

Ci-après dénommée « la Métropole Aix-Marseille-Provence »

D'une part,

La cinémathèque de Marseille, dont le siège est situé, 31 bd d'Athènes 13002 Marseille
SIRET :
Représentée par son Président, Monsieur, habilité à signer le présent contrat,

Ci-après dénommée « l'Association »

D'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'occasion de l'évènement Marseille Provence Capitale Européenne du Sport, tout au long de l'année 2017 a décidé de soutenir un certain nombre d'associations dont les projets répondent aux valeurs du sport pour tous, que le territoire souhaite promouvoir.

C'est dans ce cadre qu'un contrat d'objectifs est proposé à la cinémathèque de Marseille, qui participera ainsi à cet évènement d'importance et au développement de la pratique sportive sur tout le territoire.

L'association a un projet qui s'articule autour du sport au 7^e art.

L'objectif de la cinémathèque de Marseille, et son activité s'intègrent parfaitement à l'esprit de la manifestation Marseille Provence Capitale Européenne du Sport.

L'association sollicite en conséquence l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer le projet en lien avec cet évènement.

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT D'OBJECTIFS

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à soutenir financièrement l'Association cinémathèque de Marseille sous la forme de l'octroi d'une subvention dans le cadre de son projet participant à la conduite de diverses actions retenues afin de faire vivre le label Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport.

ARTICLE 2: DUREE

Ce contrat est conclu au titre de l'année 2016.
Il prendra effet à compter de la date de signature.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Pour la période couvrant la manifestation (2016-2017), l'aide financière au titre du présent contrat d'objectifs s'élève à 6 000 € (six mille euros) au titre de la subvention de fonctionnement.

ARTICLE 4 : OBJECTIFS ET ACTIONS A REALISER

L'association s'engage à réaliser des activités relevant des objectifs définis en préambule, en cohérence avec les orientations de politique publique, et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution afin de garantir une animation sportive de qualité.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS

L'association s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet et à l'affectation définie préalablement.

L'association s'engage à mentionner le concours financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport, par tout moyen approprié (logotype sur des publications ...)

Le partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de cette manifestation devra être mentionné dans les articles de presse présentant les soutiens au club.

Pour plus de lisibilité, un rapport faisant état des supports de communication sur lesquels apparaissent le logo de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le label, sera adressé au service communication de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'association s'engage à mettre à la disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence, si elle en fait la demande, des invitations pour les différentes compétitions auquel les équipes du club participent.

Chacune des parties s'engagera à communiquer aussi souvent que possible ou nécessaire sur l'action partenariale engagée.

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT

La subvention sera créditée en une seule fois au compte de l'association, après signature de la présente convention. Le versement sera effectué sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles suivants.

Le compte de l'association est le suivant :

Bénéficiaire :

Code Banque :

Code guichet :

N° de compte :

Clé RIB :

Domiciliation :

ARTICLE 7: REDDITION DES COMPTES, CONTROLE FINANCIER

L'association, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), devra :

- formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 15 décembre de l'année précédant l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel et d'un premier projet de bilan financier à transmettre en mars de l'année de l'exercice considéré;

- conformément à l'art. 10 al. 4 de la loi n°2000 - 321 du 12 avril 2000, fournir chaque année le compte rendu financier de l'emploi de la subvention signé par le Président ou toute personne habilitée, et ce dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée ;

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice. Conformément à l'art. L. 2313-1 CGCT issu de la loi n°92-125 du 6 février 1992, si les subventions annuelles sont supérieures à soixante-quinze mille euros (75 000 €), ou représentent plus de 50% du budget total de l'association, le Président de l'association s'engage à certifier la conformité des comptes annuels transmis à la collectivité.

- communiquer à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le rapport d'activités de l'année écoulée, les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du conseil d'administration et du bureau de l'association avant le 1^{er} mai de l'exercice considéré.

Conformément à l'art. 612-4 du Code du commerce issu de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifiée par la loi du n°2003-706 du 1^{er} août 2003, pour un montant supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 euros) de subventions publiques, l'association :

- doit établir chaque année le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes.

Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles, comprenant le bilan comptable de l'année écoulée.

A compter du 1^{er} janvier 2006, en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005 et du décret 2009-540 du 14 mai 2009, les associations ayant reçu annuellement un total de subventions ou de dons excédant la somme de 153 000 euros, ont l'obligation d'organiser la publicité de ces documents : comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes. Elles doivent les transmettre, via internet, à la Direction des Journaux Officiels dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

ARTICLE 8: MODIFICATION

Toute modification du présent contrat devra faire l'objet d'un avenant adopté dans les mêmes conditions que le contrat initial.

ARTICLE 9: RESILIATION, CADUCITE ET RECUPERATION DES TROP PERÇUS

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

Le présent contrat sera caduque de plein droit en cas de dissolution/liquidation de l'association, ou si l'association ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence précitée.

Dans le cas où la contribution financière excède le coût de la mise en œuvre, le reversement de la différence interviendrait de droit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'une ou l'autre des hypothèses précitées, la liquidation des sommes dues sera faite en tenant compte des actions déjà réalisées et de la valeur des documents établis.

ARTICLE 10: LITIGES

En cas de litige concernant l'application ou l'interprétation du présent contrat, les parties s'engagent, avant tout recours contentieux, à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

En cas de désaccord, tout litige survenant à propos de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat sera soumis au tribunal administratif compétent.

ARTICLE 11: INTUITU PERSONAE

Le présent contrat étant conclu « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12: DIVERS

Le présent contrat d'objectifs, comprenant 12 articles, est établi en 4 exemplaires originaux destinés à chacune des parties.

Fait à _____ ,
Le _____

En quatre exemplaires originaux

Pour la cinémathèque de Marseille
Le .Président,

**Pour la Métropole Aix-Marseille-
Provence**

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

CONTRAT D'OBJECTIFS 2016-2017 ENTRE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE ET L'ASSOCIATION ASA Marseille PM

Entre les soussignés :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est situé 58 boulevard Charles Livon - 13007 Marseille, SIRET : 200 054 807 00017, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Claude Gaudin;

Ci-après dénommée « la Métropole Aix-Marseille-Provence »

D'une part,

L'Association ASA Marseille MP, dont le siège est situé 149 bd Rabatau – 13009 Marseille SIRET : Représentée par son Président, Monsieur Henri DALBIN, habilité à signer le présent contrat,

Ci-après dénommée « l'Association »

D'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIVIT :

PREAMBULE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'occasion de l'évènement Marseille Provence Capitale Européenne du Sport, tout au long de l'année 2017 a décidé de soutenir un certain nombre d'associations dont les projets répondent aux valeurs du sport pour tous, que le territoire souhaite promouvoir.

C'est dans ce cadre qu'un contrat d'objectifs est proposé à l'association ASA Marseille MP, qui participera ainsi à cet évènement d'importance et au développement de la pratique sportive sur tout le territoire.

L'association a un projet qui s'articule autour du sport automobile.

L'objectif de l'association ASA Marseille MP et son activité s'intègrent parfaitement à l'esprit de la manifestation Marseille Provence Capitale Européenne du Sport.

L'association sollicite en conséquence l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer le projet en lien avec cet évènement.

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT D'OBJECTIFS

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à soutenir financièrement l'association ASA Marseille MP sous la forme de l'octroi d'une subvention dans le cadre de son projet participant à la conduite de diverses actions retenues afin de faire vivre le label Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport.

ARTICLE 2: DUREE

Ce contrat est conclu au titre de l'année 2016.
Il prendra effet à compter de la date de signature.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Pour la période couvrant la manifestation (2016-2017), l'aide financière au titre du présent contrat d'objectifs s'élève à 20 000 € (vingt mille euros) au titre de la subvention de fonctionnement.

ARTICLE 4 : OBJECTIFS ET ACTIONS A REALISER

L'association s'engage à réaliser des activités relevant des objectifs définis en préambule, en cohérence avec les orientations de politique publique, et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution afin de garantir une animation sportive de qualité.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS

L'association s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet et à l'affectation définie préalablement.

L'association s'engage à mentionner le concours financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport, par tout moyen approprié (logotype sur des publications ...)

Le partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de cette manifestation devra être mentionné dans les articles de presse présentant les soutiens au club.

Pour plus de lisibilité, un rapport faisant état des supports de communication sur lesquels apparaissent le logo de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le label, sera adressé au service communication de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'association s'engage à mettre à la disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence, si elle en fait la demande, des invitations pour les différentes compétitions auquel les équipes du club participent.

Chacune des parties s'engagera à communiquer aussi souvent que possible ou nécessaire sur l'action partenariale engagée.

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT

La subvention sera créditée en une seule fois au compte de l'association, après signature de la présente convention. Le versement sera effectué sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles suivants.

Le compte de l'association est le suivant :

Bénéficiaire :

Code Banque :

Code guichet :

N° de compte :

Clé RIB :

Domiciliation :

ARTICLE 7: REDDITION DES COMPTES, CONTROLE FINANCIER

L'association, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), devra :

- formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 15 décembre de l'année précédant l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel et d'un premier projet de bilan financier à transmettre en mars de l'année de l'exercice considéré;

- conformément à l'art. 10 al. 4 de la loi n°2000 - 321 du 12 avril 2000, fournir chaque année le compte rendu financier de l'emploi de la subvention signé par le Président ou toute personne habilitée, et ce dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée ;

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice. Conformément à l'art. L. 2313-1 CGCT issu de la loi n°92-125 du 6 février 1992, si les subventions annuelles sont supérieures à soixante-quinze mille euros (75 000 €), ou représentent plus de 50% du budget total de l'association, le Président de l'association s'engage à certifier la conformité des comptes annuels transmis à la collectivité.

- communiquer à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le rapport d'activités de l'année écoulée, les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du conseil d'administration et du bureau de l'association avant le 1^{er} mai de l'exercice considéré.

Conformément à l'art. 612-4 du Code du commerce issu de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifiée par la loi du n°2003-706 du 1^{er} août 2003, pour un montant supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 euros) de subventions publiques, l'association :

- doit établir chaque année le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes.

Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles, comprenant le bilan comptable de l'année écoulée.

A compter du 1^{er} janvier 2006, en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005 et du décret 2009-540 du 14 mai 2009, les associations ayant reçu annuellement un total de subventions ou de dons excédant la somme de 153 000 euros, ont l'obligation d'organiser la publicité de ces documents : comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes. Elles doivent les transmettre, via internet, à la Direction des Journaux Officiels dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

ARTICLE 8: MODIFICATION

Toute modification du présent contrat devra faire l'objet d'un avenant adopté dans les mêmes conditions que le contrat initial.

ARTICLE 9: RESILIATION, CADUCITE ET RECUPERATION DES TROP PERÇUS

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

Le présent contrat sera caduque de plein droit en cas de dissolution/liquidation de l'association, ou si l'association ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence précitée.

Dans le cas où la contribution financière excède le coût de la mise en œuvre, le reversement de la différence interviendrait de droit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'une ou l'autre des hypothèses précitées, la liquidation des sommes dues sera faite en tenant compte des actions déjà réalisées et de la valeur des documents établis.

ARTICLE 10: LITIGES

En cas de litige concernant l'application ou l'interprétation du présent contrat, les parties s'engagent, avant tout recours contentieux, à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

En cas de désaccord, tout litige survenant à propos de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat sera soumis au tribunal administratif compétent.

ARTICLE 11: INTUITU PERSONAE

Le présent contrat étant conclu « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12: DIVERS

Le présent contrat d'objectifs, comprenant 12 articles, est établi en 4 exemplaires originaux destinés à chacune des parties.

Fait à
Le

En quatre exemplaires originaux

Pour l'**Association ASA Marseille MP**,
Le Président
Henri DALBIN

Pour la **Métropole Aix-Marseille-
Provence**

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

CONTRAT D'OBJECTIFS 2016-2017 ENTRE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE ET L'ASSOCIATION AMICALE CYCLISTE MARSEILLE EST

Entre les soussignés :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est situé 58 boulevard Charles Livon - 13007 Marseille, SIRET : 200 054 807 00017, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Claude Gaudin;

Ci-après dénommée « la Métropole Aix-Marseille-Provence »

D'une part,

L'Amicale cycliste Marseille Est, dont le siège est situé 68 bd Mireille Lauze – 13010 MARSEILLE
SIRET :

Représentée par son Président, Monsieur Robert BECK, habilité à signer le présent contrat,

Ci-après dénommée « l'Amicale »

D'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIVIT :

PREAMBULE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'occasion de l'évènement Marseille Provence Capitale Européenne du Sport, tout au long de l'année 2017 a décidé de soutenir un certain nombre d'associations dont les projets répondent aux valeurs du sport pour tous, que le territoire souhaite promouvoir.

C'est dans ce cadre qu'un contrat d'objectifs est proposé à l'Amicale cycliste Marseille Est, qui participera ainsi à cet évènement d'importance et au développement de la pratique sportive sur tout le territoire.

L'amicale a un projet qui s'articule autour de la coupe de France de VTT et de la manche coupe du monde junior.

L'objectif de l'Amicale cycliste Marseille Est et son activité s'intègrent parfaitement à l'esprit de la manifestation Marseille Provence Capitale Européenne du Sport.

L'amicale sollicite en conséquence l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer le projet en lien avec cet évènement.

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT D'OBJECTIFS

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à soutenir financièrement l'Amicale cycliste Marseille Est sous la forme de l'octroi d'une subvention dans le cadre de son projet participant à la conduite de diverses actions retenues afin de faire vivre le label Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport.

ARTICLE 2: DUREE

Ce contrat est conclu au titre de l'année 2016.
Il prendra effet à compter de la date de signature.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Pour la période couvrant la manifestation (2016-2017), l'aide financière au titre du présent contrat d'objectifs s'élève à 20 000 € (vingt mille euros) au titre de la subvention de fonctionnement.

ARTICLE 4 : OBJECTIFS ET ACTIONS A REALISER

L'amicale s'engage à réaliser des activités relevant des objectifs définis en préambule, en cohérence avec les orientations de politique publique, et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution afin de garantir une animation sportive de qualité.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS

L'amicale s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet et à l'affectation définie préalablement.

L'amicale s'engage à mentionner le concours financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport, par tout moyen approprié (logotype sur des publications ...)

Le partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de cette manifestation devra être mentionné dans les articles de presse présentant les soutiens au club.

Pour plus de lisibilité, un rapport faisant état des supports de communication sur lesquels apparaissent le logo de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le label, sera adressé au service communication de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'amicale s'engage à mettre à la disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence, si elle en fait la demande, des invitations pour les différentes compétitions auquel les équipes du club participent.

Chacune des parties s'engagera à communiquer aussi souvent que possible ou nécessaire sur l'action partenariale engagée.

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT

La subvention sera créditée en une seule fois au compte de l'amicale, après signature de la présente convention. Le versement sera effectué sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles suivants.

Le compte de l'association est le suivant :

Bénéficiaire :
Code Banque :
Code guichet :
N° de compte :
Clé RIB :
Domiciliation :

ARTICLE 7: REDDITION DES COMPTES, CONTROLE FINANCIER

L'amicale, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), devra :

- formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 15 décembre de l'année précédant l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel et d'un premier projet de bilan financier à transmettre en mars de l'année de l'exercice considéré;

- conformément à l'art. 10 al. 4 de la loi n°2000 - 321 du 12 avril 2000, fournir chaque année le compte rendu financier de l'emploi de la subvention signé par le Président ou toute personne habilitée, et ce dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée ;

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice. Conformément à l'art. L. 2313-1 CGCT issu de la loi n°92-125 du 6 février 1992, si les subventions annuelles sont supérieures à soixante-quinze mille euros (75 000 €), ou représentent plus de 50% du budget total de l'association, le Président de l'association s'engage à certifier la conformité des comptes annuels transmis à la collectivité.

- communiquer à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le rapport d'activités de l'année écoulée, les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du conseil d'administration et du bureau de l'association avant le 1^{er} mai de l'exercice considéré.

Conformément à l'art. 612-4 du Code de commerce issu de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifiée par la loi du n°2003-706 du 1^{er} août 2003, pour un montant supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 euros) de subventions publiques, l'amicale :

- doit établir chaque année le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes.

Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles, comprenant le bilan comptable de l'année écoulée.

A compter du 1^{er} janvier 2006, en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005 et du décret 2009-540 du 14 mai 2009, les associations ayant reçu annuellement un total de subventions ou de dons excédant la somme de 153 000 euros, ont l'obligation d'organiser la publicité de ces documents : comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes. Elles doivent les transmettre, via internet, à la Direction des Journaux Officiels dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En cas de modification dans le domaine comptable, l'amicale s'engage à appliquer les nouvelles directives.

ARTICLE 8: MODIFICATION

Toute modification du présent contrat devra faire l'objet d'un avenant adopté dans les mêmes conditions que le contrat initial.

ARTICLE 9: RESILIATION, CADUCITE ET RECUPERATION DES TROP PERÇUS

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

Le présent contrat sera caduque de plein droit en cas de dissolution/liquidation de l'association, ou si l'association ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence précitée.

Dans le cas où la contribution financière excède le coût de la mise en œuvre, le reversement de la différence interviendrait de droit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'une ou l'autre des hypothèses précitées, la liquidation des sommes dues sera faite en tenant compte des actions déjà réalisées et de la valeur des documents établis.

ARTICLE 10: LITIGES

En cas de litige concernant l'application ou l'interprétation du présent contrat, les parties

s'engagent, avant tout recours contentieux, à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

En cas de désaccord, tout litige survenant à propos de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat sera soumis au tribunal administratif compétent.

ARTICLE 11: INTUITU PERSONAE

Le présent contrat étant conclu « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12: DIVERS

Le présent contrat d'objectifs, comprenant 12 articles, est établi en 4 exemplaires originaux destinés à chacune des parties.

Fait à _____ ,
Le _____

En quatre exemplaires originaux

Pour L'Amicale cycliste Marseille Est
Le .Président,
Robert BECK

**Pour la Métropole Aix-Marseille-
Provence**

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

CONTRAT D'OBJECTIFS 2016-2017 ENTRE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE ET L'ASSOCIATION ACCES

Entre les soussignés :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est situé 58 boulevard Charles Livon - 13007 Marseille, SIRET : 200 054 807 00017, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Claude Gaudin;

Ci-après dénommée « la Métropole Aix-Marseille-Provence »

D'une part,

L'Association ACCES, dont le siège est situé 12 traverse de la passerelle - 13014 Marseille
SIRET :
Représentée par son Président, Monsieur Hervé BALTAYAN, habilité à signer le présent contrat,

Ci-après dénommée « l'Association »

D'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'occasion de l'évènement Marseille Provence Capitale Européenne du Sport, tout au long de l'année 2017 a décidé de soutenir un certain nombre d'associations dont les projets répondent aux valeurs du sport pour tous, que le territoire souhaite promouvoir.

C'est dans ce cadre qu'un contrat d'objectifs est proposé à l'association ACCES, qui participera ainsi à cet évènement d'importance et au développement de la pratique sportive sur tout le territoire.

L'association a un projet qui s'articule autour des jeux traditionnels et du sport.

L'objectif de l'association ACCES et son activité s'intègrent parfaitement à l'esprit de la manifestation Marseille Provence Capitale Européenne du Sport.

L'association sollicite en conséquence l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer le projet en lien avec cet évènement.

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT D'OBJECTIFS

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à soutenir financièrement l'association ACCES sous la forme de l'octroi d'une subvention dans le cadre de son projet participant à la conduite de diverses actions retenues afin de faire vivre le label Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport.

ARTICLE 2: DUREE

Ce contrat est conclu au titre de l'année 2016.
Il prendra effet à compter de la date de signature.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Pour la période couvrant la manifestation (2016-2017), l'aide financière au titre du présent contrat d'objectifs s'élève à 50 000 € (cinquante mille euros) au titre de la subvention de fonctionnement.

ARTICLE 4 : OBJECTIFS ET ACTIONS A REALISER

L'association s'engage à réaliser des activités relevant des objectifs définis en préambule, en cohérence avec les orientations de politique publique, et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution afin de garantir une animation sportive de qualité.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS

L'association s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet et à l'affectation définie préalablement.

L'association s'engage à mentionner le concours financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport, par tout moyen approprié (logotype sur des publications ...)

Le partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de cette manifestation devra être mentionné dans les articles de presse présentant les soutiens au club.

Pour plus de lisibilité, un rapport faisant état des supports de communication sur lesquels apparaissent le logo de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le label, sera adressé au service communication de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'association s'engage à mettre à la disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence, si elle en fait la demande, des invitations pour les différentes compétitions auquel les équipes du club participent.

Chacune des parties s'engagera à communiquer aussi souvent que possible ou nécessaire sur l'action partenariale engagée.

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT

La subvention sera créditée en une seule fois au compte de l'association, après signature de la présente convention. Le versement sera effectué sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles suivants.

Le compte de l'association est le suivant :

Bénéficiaire :

Code Banque :

Code guichet :

N° de compte :

Clé RIB :

Domiciliation :

ARTICLE 7: REDDITION DES COMPTES, CONTROLE FINANCIER

L'association, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), devra :

- formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 15 décembre de l'année précédant l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel et d'un premier projet de bilan financier à transmettre en mars de l'année de l'exercice considéré;

- conformément à l'art. 10 al. 4 de la loi n°2000 - 321 du 12 avril 2000, fournir chaque année le compte rendu financier de l'emploi de la subvention signé par le Président ou toute personne habilitée, et ce dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée ;

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice. Conformément à l'art. L. 2313-1 CGCT issu de la loi n°92-125 du 6 février 1992, si les subventions annuelles sont supérieures à soixante-quinze mille euros (75 000 €), ou représentent plus de 50% du budget total de l'association, le Président de l'association s'engage à certifier la conformité des comptes annuels transmis à la collectivité.

- communiquer à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le rapport d'activités de l'année écoulée, les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du conseil d'administration et du bureau de l'association avant le 1^{er} mai de l'exercice considéré.

Conformément à l'art. 612-4 du Code de commerce issu de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifiée par la loi du n°2003-706 du 1^{er} août 2003, pour un montant supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 euros) de subventions publiques, l'association :

- doit établir chaque année le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes.

Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles, comprenant le bilan comptable de l'année écoulée.

A compter du 1^{er} janvier 2006, en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005 et du décret 2009-540 du 14 mai 2009, les associations ayant reçu annuellement un total de subventions ou de dons excédant la somme de 153 000 euros, ont l'obligation d'organiser la publicité de ces documents : comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes. Elles doivent les transmettre, via internet, à la Direction des Journaux Officiels dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

ARTICLE 8: MODIFICATION

Toute modification du présent contrat devra faire l'objet d'un avenant adopté dans les mêmes conditions que le contrat initial.

ARTICLE 9: RESILIATION, CADUCITE ET RECUPERATION DES TROP PERÇUS

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

Le présent contrat sera caduque de plein droit en cas de dissolution/liquidation de l'association, ou si l'association ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence précitée.

Dans le cas où la contribution financière excède le coût de la mise en œuvre, le reversement de la différence interviendrait de droit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'une ou l'autre des hypothèses précitées, la liquidation des sommes dues sera faite en tenant compte des actions déjà réalisées et de la valeur des documents établis.

ARTICLE 10: LITIGES

En cas de litige concernant l'application ou l'interprétation du présent contrat, les parties s'engagent, avant tout recours contentieux, à se rencontrer afin de trouver une solution

amiable.

En cas de désaccord, tout litige survenant à propos de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat sera soumis au tribunal administratif compétent.

ARTICLE 11: INTUITU PERSONAE

Le présent contrat étant conclu « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12: DIVERS

Le présent contrat d'objectifs, comprenant 12 articles, est établi en 4 exemplaires originaux destinés à chacune des parties.

Fait à _____ ,
Le _____

En quatre exemplaires originaux

Pour l'Association ACCES
Le Président,
Monsieur Hervé BALTAYAN

**Pour la Métropole Aix-Marseille-
Provence**

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

CONTRAT D'OBJECTIFS 2016-2017 ENTRE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE ET L'ASSOCIATION MASSILIA FREESTYLE BMX

Entre les soussignés :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est situé 58 boulevard Charles Livon - 13007 Marseille, SIRET : 200 054 807 00017, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Claude Gaudin;

Ci-après dénommée « la Métropole Aix-Marseille-Provence »

D'une part,

L'Association Massilia Freestyle BMX, dont le siège est situé 1 rue Poggioli, 13006 Marseille SIRET : Représentée par son Président, Monsieur Justin FOUQUE, habilité à signer le présent contrat,

Ci-après dénommée «l'Association»

D'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'occasion de l'évènement Marseille Provence Capitale Européenne du Sport, tout au long de l'année 2017 a décidé de soutenir un certain nombre d'associations dont les projets répondent aux valeurs du sport pour tous, que le territoire souhaite promouvoir.

C'est dans ce cadre qu'un contrat d'objectifs est proposé à la l'Association Massilia Freestyle BMX, qui participera ainsi à cet évènement d'importance et au développement de la pratique sportive sur tout le territoire.

L'Association Massilia Freestyle BMX a un projet qui s'articule autour de la BMX Rad Jam.

L'Association Massilia Freestyle BMX et son activité s'intègrent parfaitement à l'esprit de la manifestation Marseille Provence Capitale Européenne du Sport.

L'association sollicite en conséquence l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer le projet en lien avec cet évènement.

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT D'OBJECTIFS

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à soutenir financièrement l'association sous la forme de l'octroi d'une subvention dans le cadre de son projet participant à la conduite de diverses actions retenues afin de faire vivre le label Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport.

ARTICLE 2: DUREE

Ce contrat est conclu au titre de l'année 2016.
Il prendra effet à compter de la date de signature.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Pour la période couvrant la manifestation (2016-2017), l'aide financière au titre du présent contrat d'objectifs s'élève à 20 000 € (vingt mille euros) au titre de la subvention de fonctionnement.

ARTICLE 4 : OBJECTIFS ET ACTIONS A REALISER

L'association s'engage à réaliser des activités relevant des objectifs définis en préambule, en cohérence avec les orientations de politique publique, et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution afin de garantir une animation sportive de qualité.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS

L'association s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet et à l'affectation définie préalablement.

L'association s'engage à mentionner le concours financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport, par tout moyen approprié (logotype sur des publications ...)

Le partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de cette manifestation devra être mentionné dans les articles de presse présentant les soutiens au club.

Pour plus de lisibilité un rapport faisant état des supports de communication sur lesquels apparaissent le logo Métropole Aix-Marseille-Provence et le label, sera adressé au service communication de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'association s'engage à mettre à la disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence, si elle en fait la demande, des invitations pour les différentes compétitions auquel les équipes du club participent.

Chacune des parties s'engagera à communiquer aussi souvent que possible ou nécessaire sur l'action partenariale engagée.

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT

La subvention sera créditée en une seule fois au compte de l'association, après signature de la présente convention. Le versement sera effectué sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles suivants.

Le compte de l'association est le suivant :

Bénéficiaire :

Code Banque :

Code guichet :

N° de compte :

Clé RIB :

Domiciliation :

ARTICLE 7: REDDITION DES COMPTES, CONTROLE FINANCIER

L'association, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), devra :

- formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 15 décembre de l'année précédant l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel et d'un premier projet de bilan financier à transmettre en mars de l'année de l'exercice considéré;

- conformément à l'art. 10 al. 4 de la loi n°2000 - 321 du 12 avril 2000, fournir chaque année le compte rendu financier de l'emploi de la subvention signé par le Président ou toute personne habilitée, et ce dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée ;

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice. Conformément à l'art. L. 2313-1 CGCT issu de la loi n°92-125 du 6 février 1992, si les subventions annuelles sont supérieures à soixante-quinze mille euros (75 000 €), ou représentent plus de 50% du budget total de l'association, le Président de l'association s'engage à certifier la conformité des comptes annuels transmis à la collectivité.

- communiquer à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le rapport d'activités de l'année écoulée, les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du conseil d'administration et du bureau de l'association avant le 1^{er} mai de l'exercice considéré.

Conformément à l'art. 612-4 du Code du commerce issu de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifiée par la loi du n°2003-706 du 1^{er} août 2003, pour un montant supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 euros) de subventions publiques, l'association :

- doit établir chaque année le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes.

Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles, comprenant le bilan comptable de l'année écoulée.

A compter du 1^{er} janvier 2006, en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005 et du décret 2009-540 du 14 mai 2009, les associations ayant reçu annuellement un total de subventions ou de dons excédant la somme de 153 000 euros, ont l'obligation d'organiser la publicité de ces documents : comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes. Elles doivent les transmettre, via internet, à la Direction des Journaux Officiels dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

ARTICLE 8: MODIFICATION

Toute modification du présent contrat devra faire l'objet d'un avenant adopté dans les mêmes conditions que le contrat initial.

ARTICLE 9: RESILIATION, CADUCITE ET RECUPERATION DES TROP PERÇUS

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

Le présent contrat sera caduque de plein droit en cas de dissolution/liquidation de l'association, ou si l'association ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence précitée.

Dans le cas où la contribution financière excède le coût de la mise en œuvre, le reversement de la différence interviendrait de droit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'une ou l'autre des hypothèses précitées, la liquidation des sommes dues sera faite en tenant compte des actions déjà réalisées et de la valeur des documents établis.

ARTICLE 10: LITIGES

En cas de litige concernant l'application ou l'interprétation du présent contrat, les parties s'engagent, avant tout recours contentieux, à se rencontrer afin de trouver une solution

amiable.

En cas de désaccord, tout litige survenant à propos de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat sera soumis au tribunal administratif compétent.

ARTICLE 11: INTUITU PERSONAE

Le présent contrat étant conclu « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12: DIVERS

Le présent contrat d'objectifs, comprenant 12 articles, est établi en 4 exemplaires originaux destinés à chacune des parties.

Fait à _____ ,
Le _____

En quatre exemplaires originaux

Pour L'Association Massilia
Freestyle BMX,
Le Président
Justin FOUQUE

**Pour la Métropole Aix-Marseille-
Provence**

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

**CONTRAT D'OBJECTIFS 2016-2017
ENTRE
LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE
ET L'ASSOCIATION OBJECTIF MEDITERRANEE
AU SERVICE DES AUTISTES**

Entre les soussignés :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est situé 58 boulevard Charles Livon - 13007 Marseille, SIRET : 200 054 807 00017, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Claude Gaudin;

Ci-après dénommée « la Métropole Aix-Marseille-Provence »

D'une part,

L'Association Objectif méditerranée au service des Autistes, dont le siège est situé 18/24 rue Jacques Reattu – CS 33084
SIRET :
Représentée par sa Présidente, Madame Véronique TRUONG, habilitée à signer le présent contrat,

Ci-après dénommée « l'Association »

D'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'occasion de l'évènement Marseille Provence Capitale Européenne du Sport, tout au long de l'année 2017 a décidé de soutenir un certain nombre d'associations dont les projets répondent aux valeurs du sport pour tous, que le territoire souhaite promouvoir.

C'est dans ce cadre qu'un contrat d'objectifs est proposé à la l'Association Objectif méditerranée au service des Autistes, qui participera ainsi à cet évènement d'importance et au développement de la pratique sportive sur tout le territoire.

L'Association Objectif méditerranée au service des Autistes a un projet qui s'articule autour de la calanque classique.

L'objectif de l'Association Objectif méditerranée au service des Autistes et son activité s'intègrent parfaitement à l'esprit de la manifestation Marseille Provence Capitale Européenne du Sport.

L'association sollicite en conséquence l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer le projet en lien avec cet événement.

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT D'OBJECTIFS

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à soutenir financièrement l'association sous la forme de l'octroi d'une subvention dans le cadre de son projet participant à la conduite de diverses actions retenues afin de faire vivre le label Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport.

ARTICLE 2: DUREE

Ce contrat est conclu au titre de l'année 2016.
Il prendra effet à compter de la date de signature.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Pour la période couvrant la manifestation (2016-2017), l'aide financière au titre du présent contrat d'objectifs s'élève à 10 000 € (dix mille euros) au titre de la subvention de fonctionnement.

ARTICLE 4 : OBJECTIFS ET ACTIONS A REALISER

L'association s'engage à réaliser des activités relevant des objectifs définis en préambule, en cohérence avec les orientations de politique publique, et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution afin de garantir une animation sportive de qualité.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS

L'association s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet et à l'affectation définie préalablement.

L'association s'engage à mentionner le concours financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport, par tout moyen approprié (logotype sur des publications ...)

Le partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de cette manifestation devra être mentionné dans les articles de presse présentant les soutiens au club.

Pour plus de lisibilité un rapport faisant état des supports de communication sur lesquels apparaissent le logo Métropole Aix-Marseille-Provence et le label, sera adressé au service communication de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La SNM s'engage à mettre à la disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence, si elle en fait la demande, des invitations pour les différentes compétitions auquel les équipes du club participent.

Chacune des parties s'engagera à communiquer aussi souvent que possible ou nécessaire sur l'action partenariale engagée.

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT

La subvention sera créditée en une seule fois au compte de l'association, après signature de la présente convention. Le versement sera effectué sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles suivants.

Le compte de l'association est le suivant :

Bénéficiaire :
Code Banque :
Code guichet :
N° de compte :
Clé RIB :
Domiciliation :

ARTICLE 7: REDDITION DES COMPTES, CONTROLE FINANCIER

L'association, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), devra :

- formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 15 décembre de l'année précédant l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel et d'un premier projet de bilan financier à transmettre en mars de l'année de l'exercice considéré;

- conformément à l'art. 10 al. 4 de la loi n°2000 - 321 du 12 avril 2000, fournir chaque année le compte rendu financier de l'emploi de la subvention signé par le Président ou toute personne habilitée, et ce dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée ;

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice. Conformément à l'art. L. 2313-1 CGCT issu de la loi n°92-125 du 6 février 1992, si les subventions annuelles sont supérieures à soixante-quinze mille euros (75 000 €), ou représentent plus de 50% du budget total de l'association, le Président de l'association s'engage à certifier la conformité des comptes annuels transmis à la collectivité.

- communiquer à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le rapport d'activités de l'année écoulée, les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du conseil d'administration et du bureau de l'association avant le 1^{er} mai de l'exercice considéré.

Conformément à l'art. 612-4 du Code du commerce issu de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifiée par la loi du n°2003-706 du 1^{er} août 2003, pour un montant supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 euros) de subventions publiques, l'association :

- doit établir chaque année le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes.

Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles, comprenant le bilan comptable de l'année écoulée.

A compter du 1^{er} janvier 2006, en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005 et du décret 2009-540 du 14 mai 2009, les associations ayant reçu annuellement un total de subventions ou de dons excédant la somme de 153 000 euros, ont l'obligation d'organiser la publicité de ces documents : comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes. Elles doivent les transmettre, via internet, à la Direction des Journaux Officiels dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

ARTICLE 8: MODIFICATION

Toute modification du présent contrat devra faire l'objet d'un avenant adopté dans les mêmes conditions que le contrat initial.

ARTICLE 9: RESILIATION, CADUCITE ET RECUPERATION DES TROP PERÇUS

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

Le présent contrat sera caduque de plein droit en cas de dissolution/liquidation de l'association, ou si l'association ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence précitée.

Dans le cas où la contribution financière excède le coût de la mise en œuvre, le reversement de la différence interviendrait de droit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'une ou l'autre des hypothèses précitées, la liquidation des sommes dues sera faite en tenant compte des actions déjà réalisées et de la valeur des documents établis.

ARTICLE 10: LITIGES

En cas de litige concernant l'application ou l'interprétation du présent contrat, les parties s'engagent, avant tout recours contentieux, à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

En cas de désaccord, tout litige survenant à propos de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat sera soumis au tribunal administratif compétent.

ARTICLE 11: INTUITU PERSONAE

Le présent contrat étant conclu « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12: DIVERS

Le présent contrat d'objectifs, comprenant 12 articles, est établi en 4 exemplaires originaux destinés à chacune des parties.

Fait à _____ ,
Le _____

En quatre exemplaires originaux

Pour l'Association Objectif méditerranée
au service des Autistes
.....La Présidente
Véronique TRUONG

**Pour la Métropole Aix-Marseille-
Provence**

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

CONTRAT D'OBJECTIFS 2016-2017 ENTRE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE ET L'ASSOCIATION 13^{ème} CERCLE

Entre les soussignés :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est situé 58 boulevard Charles Livon - 13007 Marseille, SIRET : 200 054 807 00017, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Claude Gaudin;

Ci-après dénommée « la Métropole Aix-Marseille-Provence »

D'une part,

L'Association 13^{ème} Cercle, dont le siège est situé 61 rue Château Payan, 13005 Marseille
SIRET :
Représentée par sa Présidente, Madame Brigitte AULIGINE, habilitée à signer le présent contrat,

Ci-après dénommée « l'Association »

D'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'occasion de l'évènement Marseille Provence Capitale Européenne du Sport, tout au long de l'année 2017 a décidé de soutenir un certain nombre d'associations dont les projets répondent aux valeurs du sport pour tous, que le territoire souhaite promouvoir.

C'est dans ce cadre qu'un contrat d'objectifs est proposé à l'association 13^{ème} Cercle, qui participera ainsi à cet évènement d'importance et au développement de la pratique sportive sur tout le territoire.

L'association a un projet qui s'articule autour du challenge south concept.

L'objectif de l'association 13^{ème} Cercle et son activité s'intègrent parfaitement à l'esprit de la manifestation Marseille Provence Capitale Européenne du Sport.

L'association sollicite en conséquence l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer le projet en lien avec cet évènement.

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT D'OBJECTIFS

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à soutenir financièrement l'association 13^{ème} Cercle sous la forme de l'octroi d'une subvention dans le cadre de son projet participant à la conduite de diverses actions retenues afin de faire vivre le label Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport.

ARTICLE 2: DUREE

Ce contrat est conclu au titre de l'année 2016.
Il prendra effet à compter de la date de signature.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Pour la période couvrant la manifestation (2016-2017), l'aide financière au titre du présent contrat d'objectifs s'élève à 20 000 € (vingt mille euros) au titre de la subvention de fonctionnement.

ARTICLE 4 : OBJECTIFS ET ACTIONS A REALISER

L'association s'engage à réaliser des activités relevant des objectifs définis en préambule, en cohérence avec les orientations de politique publique, et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution afin de garantir une animation sportive de qualité.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS

L'association s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet et à l'affectation définie préalablement.

L'association s'engage à mentionner le concours financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport, par tout moyen approprié (logotype sur des publications ...)

Le partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de cette manifestation devra être mentionné dans les articles de presse présentant les soutiens au club.

Pour plus de lisibilité, un rapport faisant état des supports de communication sur lesquels apparaissent le logo de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le label, sera adressé au service communication de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'association s'engage à mettre à la disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence, si elle en fait la demande, des invitations pour les différentes compétitions auquel les équipes du club participent.

Chacune des parties s'engagera à communiquer aussi souvent que possible ou nécessaire sur l'action partenariale engagée.

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT

La subvention sera créditée en une seule fois au compte de l'association, après signature de la présente convention. Le versement sera effectué sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles suivants.

Le compte de l'association est le suivant :

Bénéficiaire :

Code Banque :

Code guichet :

N° de compte :

Clé RIB :

Domiciliation :

ARTICLE 7: REDDITION DES COMPTES, CONTROLE FINANCIER

L'association, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), devra :

- formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 15 décembre de l'année précédant l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel et d'un premier projet de bilan financier à transmettre en mars de l'année de l'exercice considéré;

- conformément à l'art. 10 al. 4 de la loi n°2000 - 321 du 12 avril 2000, fournir chaque année le compte rendu financier de l'emploi de la subvention signé par le Président ou toute personne habilitée, et ce dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée ;

- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice. Conformément à l'art. L. 2313-1 CGCT issu de la loi n°92-125 du 6 février 1992, si les subventions annuelles sont supérieures à soixante-quinze mille euros (75 000 €), ou représentent plus de 50% du budget total de l'association, le Président de l'association s'engage à certifier la conformité des comptes annuels transmis à la collectivité.

- communiquer à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le rapport d'activités de l'année écoulée, les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du conseil d'administration et du bureau de l'association avant le 1^{er} mai de l'exercice considéré.

Conformément à l'art. 612-4 du Code du commerce issu de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifiée par la loi du n°2003-706 du 1^{er} août 2003, pour un montant supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 euros) de subventions publiques, l'association :

- doit établir chaque année le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes.

Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles, comprenant le bilan comptable de l'année écoulée.

A compter du 1^{er} janvier 2006, en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005 et du décret 2009-540 du 14 mai 2009, les associations ayant reçu annuellement un total de subventions ou de dons excédant la somme de 153 000 euros, ont l'obligation d'organiser la publicité de ces documents : comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes. Elles doivent les transmettre, via internet, à la Direction des Journaux Officiels dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

ARTICLE 8: MODIFICATION

Toute modification du présent contrat devra faire l'objet d'un avenant adopté dans les mêmes conditions que le contrat initial.

ARTICLE 9: RESILIATION, CADUCITE ET RECUPERATION DES TROP PERÇUS

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

Le présent contrat sera caduque de plein droit en cas de dissolution/liquidation de l'association, ou si l'association ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence précitée.

Dans le cas où la contribution financière excède le coût de la mise en œuvre, le reversement de la différence interviendrait de droit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'une ou l'autre des hypothèses précitées, la liquidation des sommes dues sera faite en tenant compte des actions déjà réalisées et de la valeur des documents établis.

ARTICLE 10: LITIGES

En cas de litige concernant l'application ou l'interprétation du présent contrat, les parties s'engagent, avant tout recours contentieux, à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

En cas de désaccord, tout litige survenant à propos de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat sera soumis au tribunal administratif compétent.

ARTICLE 11: INTUITU PERSONAE

Le présent contrat étant conclu « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12: DIVERS

Le présent contrat d'objectifs, comprenant 12 articles, est établi en 4 exemplaires originaux destinés à chacune des parties.

Fait à _____ ,
Le _____

En quatre exemplaires originaux

Pour l'**Association 13^{ème} Cercle**
La Présidente,
Brigitte AULIGINE

Pour la **Métropole Aix-Marseille-
Provence**

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

CONTRAT D'OBJECTIFS 2016-2017 ENTRE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE ET L'ASSOCIATION YACHTING CLUB DE LA POINTE ROUGE

Entre les soussignés :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, dont le siège est situé 58 boulevard Charles Livon - 13007 Marseille, SIRET : 200 054 807 00017, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Claude Gaudin;

Ci-après dénommée « la Métropole Aix-Marseille-Provence »

D'une part,

L'Association Yachting Club de la Pointe Rouge, dont le siège est situé Port de la Pointe Rouge – BP 314 13269 Marseille cedex 08

SIRET :

Représentée par son Président, Monsieur Christian TOMASINI, habilité à signer le présent contrat,

Ci-après dénommée « l'Association »

D'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'occasion de l'évènement Marseille Provence Capitale Européenne du Sport, tout au long de l'année 2017 a décidé de soutenir un certain nombre d'associations dont les projets répondent aux valeurs du sport pour tous, que le territoire souhaite promouvoir.

C'est dans ce cadre qu'un contrat d'objectifs est proposé à l'association Yachting Club de la Pointe Rouge, qui participera ainsi à cet évènement d'importance et au développement de la pratique sportive sur tout le territoire.

L'association a un projet qui s'articule autour de la voile.

L'objectif de l'association Yachting Club de la Pointe Rouge et son activité s'intègrent parfaitement à l'esprit de la manifestation Marseille Provence Capitale Européenne du Sport.

L'association sollicite en conséquence l'aide de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour développer le projet en lien avec cet événement.

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT D'OBJECTIFS

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à soutenir financièrement l'association Yachting Club de la Pointe Rouge sous la forme de l'octroi d'une subvention dans le cadre de son projet participant à la conduite de diverses actions retenues afin de faire vivre le label Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport.

ARTICLE 2: DUREE

Ce contrat est conclu au titre de l'année 2016.
Il prendra effet à compter de la date de signature.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION

Pour la période couvrant la manifestation (2016-2017), l'aide financière au titre du présent contrat d'objectifs s'élève à 70 000 € (soixante-dix mille euros) au titre de la subvention de fonctionnement.

ARTICLE 4 : OBJECTIFS ET ACTIONS A REALISER

L'association s'engage à réaliser des activités relevant des objectifs définis en préambule, en cohérence avec les orientations de politique publique, et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution afin de garantir une animation sportive de qualité.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS

L'association s'engage à utiliser la subvention conformément à l'objet et à l'affectation définie préalablement.

L'association s'engage à mentionner le concours financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de Marseille Provence 2017 Capitale Européenne du Sport, par tout moyen approprié (logotype sur des publications ...)

Le partenariat avec la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de cette manifestation devra être mentionné dans les articles de presse présentant les soutiens au club.

Pour plus de lisibilité, un rapport faisant état des supports de communication sur lesquels apparaissent le logo de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le label, sera adressé au service communication de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'association s'engage à mettre à la disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence, si elle en fait la demande, des invitations pour les différentes compétitions auquel les équipes du club participent.

Chacune des parties s'engagera à communiquer aussi souvent que possible ou nécessaire sur l'action partenariale engagée.

ARTICLE 6 : MODALITES DE PAIEMENT

La subvention sera créditée en une seule fois au compte de l'association, après signature de la présente convention. Le versement sera effectué sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles suivants.

Le compte de l'association est le suivant :

Bénéficiaire :
Code Banque :
Code guichet :
N° de compte :
Clé RIB :
Domiciliation :

ARTICLE 7: REDDITION DES COMPTES, CONTROLE FINANCIER

L'association, dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), devra :

- formuler sa demande annuelle de subvention au plus tard le 15 décembre de l'année précédant l'exercice considéré, accompagnée d'un budget prévisionnel et d'un premier projet de bilan financier à transmettre en mars de l'année de l'exercice considéré;
- conformément à l'art. 10 al. 4 de la loi n°2000 - 321 du 12 avril 2000, fournir chaque année le compte rendu financier de l'emploi de la subvention signé par le Président ou toute personne habilitée, et ce dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée ;
- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice. Conformément à l'art. L. 2313-1 CGCT issu de la loi n°92-125 du 6 février 1992, si les subventions annuelles sont supérieures à soixante-quinze mille euros (75 000 €), ou représentent plus de 50% du budget total de l'association, le Président de l'association s'engage à certifier la conformité des comptes annuels transmis à la collectivité.
- communiquer à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le rapport d'activités de l'année écoulée, les procès-verbaux d'Assemblée Générale et toute modification intervenue dans la composition du conseil d'administration et du bureau de l'association avant le 1^{er} mai de l'exercice considéré.

Conformément à l'art. 612-4 du Code de commerce issu de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 modifiée par la loi du n°2003-706 du 1^{er} août 2003, pour un montant supérieur à cent cinquante-trois mille euros (153 000 euros) de subventions publiques, l'association :

- doit établir chaque année le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes.

Dans ce cas, ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à la Métropole Aix-Marseille-Provence tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles, comprenant le bilan comptable de l'année écoulée.

A compter du 1^{er} janvier 2006, en application de l'ordonnance du 28 juillet 2005 et du décret 2009-540 du 14 mai 2009, les associations ayant reçu annuellement un total de subventions ou de dons excédant la somme de 153 000 euros, ont l'obligation d'organiser la publicité de ces documents : comptes annuels et rapport du commissaire aux comptes. Elles doivent les transmettre, via internet, à la Direction des Journaux Officiels dans les trois mois à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant.

En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

ARTICLE 8: MODIFICATION

Toute modification du présent contrat devra faire l'objet d'un avenant adopté dans les mêmes conditions que le contrat initial.

ARTICLE 9: RESILIATION, CADUCITE ET RECUPERATION DES TROP PERÇUS

Le présent contrat pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

Le présent contrat sera caduque de plein droit en cas de dissolution/liquidation de l'association, ou si l'association ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence précitée.

Dans le cas où la contribution financière excède le coût de la mise en œuvre, le reversement de la différence interviendrait de droit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans l'une ou l'autre des hypothèses précitées, la liquidation des sommes dues sera faite en tenant compte des actions déjà réalisées et de la valeur des documents établis.

ARTICLE 10: LITIGES

En cas de litige concernant l'application ou l'interprétation du présent contrat, les parties s'engagent, avant tout recours contentieux, à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

En cas de désaccord, tout litige survenant à propos de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat sera soumis au tribunal administratif compétent.

ARTICLE 11: INTUITU PERSONAE

Le présent contrat étant conclu « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12: DIVERS

Le présent contrat d'objectifs, comprenant 12 articles, est établi en 4 exemplaires originaux destinés à chacune des parties.

Fait à _____ ,
Le _____

En quatre exemplaires originaux

Pour l'**Association Yachting Club de
la Pointe Rouge**
Le .Président
Christian TOMASINI

Pour la **Métropole Aix-Marseille-
Provence**